

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

TAXATION DES RÉSERVES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 2 Juin 1938, à 14 heures

PAR

MICHEL CAPLAIN

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants { MM. MAURICE PICARD, *professeur.*
HAMEL, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

1938

**LA TAXATION DES RÉSERVES EN FRANCE
ET A L'ÉTRANGER**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
TAXATION DES RÉSERVES EN FRANCE
ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 2 Juin 1938, à 14 heures

PAR

MICHEL CAPLAIN

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants { MM. MAURICE PICARD, *professeur.*
HAMEL, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

1938



LA TAXATION DES RÉSERVES

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION

La loi du 31 décembre 1936, complétée par le décret du 28 mai 1937 a récemment institué en France deux impôts nouveaux : une taxe annuelle sur les bénéfices non distribués et un prélèvement exceptionnel sur les réserves des sociétés.

Le législateur français n'a d'ailleurs fait, en la matière, que suivre l'exemple de nombreux pays étrangers. Il semble qu'un peu partout, se développe une tendance hostile à la politique des réserves et que plusieurs États voient dans les sommes épargnées non seulement une matière imposable nouvelle susceptible de résoudre leurs difficultés financières, mais encore un potentiel de revenu dont la distribution aux particuliers serait de nature à favoriser l'équilibre économique.

Sans doute le problème de la taxation des réserves n'est-il pas nouveau et a-t-il déjà soulevé, notamment en France, de nombreuses discussions. Mais l'imposition n'était, d'une manière générale, envisagée qu'*au moment de la distribution des réserves*, et toute la question était examinée sous l'angle de l'impôt sur le revenu.

Aujourd'hui au contraire, les réserves sont considérées comme imposables, *du fait de leur non distribution*, en tant

que bénéfices épargnés, et leur taxation est plutôt un aspect de l'impôt sur le capital.

Ce point de vue nouveau, qui fait des réserves une matière imposable spéciale, est actuellement trop répandu pour n'être pas dû à des facteurs d'ordre général. En fait, la structure de la société moderne, la crise économique et les déficits budgétaires ne pouvaient manquer d'orienter les différents gouvernements vers une imposition des réserves.

Il n'est pas niable en effet que les grandes sociétés ont pris dans le fonctionnement de la vie économique, une importance de plus en plus grande. Elles jouent un rôle essentiel dans la production et dans les échanges et leur puissance financière n'a cessé de s'accroître. Mieux que les individus elles savent, dans les périodes de difficultés, défendre leurs intérêts et préserver leurs capitaux, et elles apparaissent aujourd'hui en face du particulier appauvri et surimposé, comme pouvant constituer dans l'avenir le plus commode et le meilleur des contribuables.

Il est donc assez naturel que les États dont les Finances publiques s'équilibraient difficilement aient cherché à créer ou à perfectionner une taxation sur des richesses épargnées dont le volume leur semblait considérable, la liquidité suffisante et l'utilité contestable.

Dans l'esprit des différents législateurs, la taxation des réserves devait, non seulement augmenter les ressources du Trésor, mais encore engendrer au point de vue économique des effets bienfaisants. La crise, en entraînant dans tous les pays une diminution générale du pouvoir d'achat, a poussé les gouvernements à provoquer ou à accélérer son relèvement par des moyens de toutes natures. C'est à cet égard qu'a paru souhaitable la distri-

bution aux actionnaires des sommes épargnées par les sociétés.

Si la fiscalité s'est, d'une manière générale, préoccupée d'encourager une politique de larges dividendes, il s'en faut que la taxation des réserves ait, dans tous les pays, revêtu les mêmes aspects. D'un État à l'autre, la structure de l'organisation économique et celle du système fiscal diffèrent trop pour qu'il n'apparaisse pas dans les modalités de l'imposition comme dans ses conséquences, de nombreuses particularités. Il est cependant remarquable que partout où il a été proposé, l'impôt sur les réserves a soulevé sensiblement les mêmes discussions doctrinales et les mêmes objections pratiques.

Il semble donc que les buts poursuivis par la taxation, les avantages qu'en espèrent ses partisans et les inconvénients signalés par ses adversaires présentent tant au point de vue économique qu'au point de vue fiscal des caractères généraux qu'il faut dès maintenant mettre en lumière.

*
* * *

La plupart des pays taxent les bénéfices des sociétés d'abord comme bénéfices entre les mains de la société même, ensuite comme revenu entre les mains des actionnaires, soit par un impôt global, soit par un impôt céduaire, soit même, comme en France, au moyen des deux : taxe sur les valeurs mobilières et impôt général sur le revenu. La non-distribution des bénéfices prive donc le Trésor des taxes levées sur les revenus individuels, et lèse ainsi ses intérêts. On peut cependant objecter que la perception de ces impôts n'est que retardée — pour une durée

indéterminée il est vrai — et que, fût-ce à la dissolution de la société, le Trésor finira par percevoir les sommes qui lui sont dues. Il peut arriver, cependant, que les réserves disparaissent avant d'avoir été distribuées et que les bénéfices accumulés ne semblent, dans ce cas, profiter ni à l'État ni aux actionnaires. Et pourtant les sommes ainsi épargnées puis reperdues ne sont que le volant régulateur qu'une gestion prudente oppose à des circonstances trop variables. Si elles n'ont servi qu'à maintenir l'intégrité du capital initial, si elles n'ont pas constitué finalement un bénéfice réel, leur non-taxation semble équitable. Il ne paraît donc pas opportun, à première vue, de frapper des sommes qui seront plus tard, ou absorbées pour faire face à des pertes, ou distribuées aux actionnaires. La taxation se relève injuste dans le premier cas, inutile dans le second.

Cette conclusion s'impose si la politique des réserves ne s'inspire que des légitimes intérêts de la société ; elle n'est évidemment plus valable si la fraude légale devient son principal objectif. Une société constituée par un petit nombre de gros actionnaires, plus désireux d'éviter de lourds impôts que de toucher des revenus dont ils n'ont pas un besoin immédiat, sera portée à mettre en réserve une partie importante de ses bénéfices. Il peut même arriver que les sociétés soient fondées pour des motifs exclusivement fiscaux. Le cas est assez rare en France, où, plus soucieux de frapper toute matière imposable que d'éviter les doubles impositions, le système fiscal ne laisse que peu de place à la fraude légale ; il est plus fréquent à l'étranger et notamment aux États-Unis, où le gouvernement de M. Roosevelt a, depuis quelques années déjà, lourdement surtaxé les « Personal Holding Companies » qu'il accusait — vrai-

semblablement non sans raison — de fonctionner d'une manière nuisible aux intérêts du fisc.

Mais si la taxation des réserves peut, à certains égards, paraître souhaitable, elle n'en est pas moins susceptible de comporter à la pratique de graves inconvénients.

Le danger de double imposition, lors de la distribution des bénéfices d'abord mis en réserve, semble d'autant plus fâcheux que les revenus des sociétés étaient déjà plus lourdement taxés.

Quant à la perception de l'impôt, elle risque d'entraîner de sérieuses difficultés. Les réserves antérieurement accumulées sont souvent investies en immobilisations diverses, et les bénéfices annuels non distribués ne sont pas, eux non plus, toujours liquides ni facilement réalisables — ce peut même être une des raisons qui poussent les dirigeants de la société à ne les point répartir. Dans le cas d'une taxation à tarif élevé, la mobilisation partielle de ces éléments pourrait avoir sur le fonctionnement de la vie économique une influence défavorable.

*
* *

Les répercussions économiques de la taxation sont évidemment fonction du rôle des réserves et du système d'imposition employé. Mais si leur ampleur est variable, leur nature reste identique.

Pour justifier l'imposition, de nombreuses critiques ont été adressées à la politique des réserves suivie par les sociétés. Fût-elle comme le prétendent certains une charge pour l'économie générale et un leurre pour les actionnaires ? Ou constitue-t-elle au contraire un facteur de stabilité économique ?

A ce sujet les avis diffèrent et les faits ne sont pas toujours concordants. Vis-à-vis de la collectivité, les accumulations excessives de réserves ont paru à certains critiques constituer un danger. Investies, elles conduisent le pays à un suréquipement qui le rend sensible à toute crise économique ; thésaurisées elles privent les actionnaires d'un pouvoir d'achat nécessaire et nuisent à la consommation.

Le degré d'exactitude de cette théorie dépend de l'intensité de l'outillage et du volume des réserves accumulées. Il semble pourtant que, dans la mesure où les investissements exagérés ont pu se produire, ils sont plus le résultat d'une politique libérale de crédit que d'une accumulation excessive de réserves. Quant au danger de thésaurisation, il n'y a qu'à consulter les bilans des sociétés ayant les plus grosses réserves pour constater que leur « liquidité » ne présente aucun caractère anormal.

Et cependant, sur le plan individuel, les actionnaires se sont souvent associés aux critiques formulées contre la non-distribution d'une partie importante des bénéfices. La politique suivie en la matière, parfois maladroite, souvent rigoureuse, a été regardée par beaucoup d'entre eux comme injustifiée ou exagérée. On lui reproche aussi de s'inspirer plus de l'intérêt des administrateurs que de celui des associés. Sur ce point M. Lecerclé ¹ fait fort justement remarquer que « si des abus existent, il est facile de les réprimer et même de les prévenir par un contrôle approprié : on détourne l'impôt de son rôle lorsqu'on en fait un redresseur de tort ».

En la matière, la répression fiscale semble en effet d'autant moins indiquée qu'elle ne peut faire une diffé-

1. M. Lecerclé, *La taxe sur les réserves des sociétés par action*.

rence entre les emplois douteux et les investissements utiles, et qu'elle en est réduite à frapper indifféremment toutes les réserves dont l'existence est cependant nécessaire au bon fonctionnement des entreprises.

Il faut en effet se garder de sous-estimer le rôle traditionnel des réserves. Elles sont pour les sociétés un élément de sécurité et un facteur d'indépendance.

Toute entreprise est soumise au cours de son existence à des aléas qu'il est sage de prévoir. L'évolution économique ou des circonstances particulières peuvent entraîner des pertes. Et « si le conseil d'administration n'a pas eu, dans les années prospères, la sagesse de consacrer une partie des bénéfices à constituer des réserves, la société pourra se trouver dans une situation très difficile, voire même dans l'impossibilité de surmonter deux ou trois exercices déficitaires ¹ ».

En outre les réserves permettent d'assurer une certaine stabilité des dividendes. « Nombreuses sont les sociétés qui, au cours de ces dernières années, ont puisé dans leurs réserves, pour pouvoir allouer un dividende ou le compléter en ne le rendant pas trop inférieur à celui de l'exercice précédent. Elles ont ainsi évité une dépréciation trop accentuée de la valeur de leur titre ¹. »

Indépendamment de ce rôle, les réserves sont aussi nécessaires au développement normal des entreprises. Elles leur permettent de poursuivre un programme d'investissements sans se soumettre aux exigences des Banques et en évitant un recours trop fréquent au marché financier.

1. Le projet d'imposition des réserves présenté à la section de législation de la Fédération des industriels et commerçants français.

2. *Id.*

— Indépendance d'autant plus précieuse que le loyer de l'argent est plus élevé.

Les effets d'une rigoureuse taxation des réserves ne semblent donc pas devoir être uniquement favorables ni sur le plan individuel — point de vue de l'actionnaire — ni sur le plan collectif — point de vue de l'Économie générale.

Sans doute l'imposition est-elle créée en vue d'une augmentation des revenus des actionnaires ; et dans une large mesure elle est susceptible de l'obtenir. Mais si beaucoup d'entre eux réclament des distributions plus abondantes, aucun ne souhaite les voir se réaliser au détriment de leur capital et aboutir, comme le dit M. Lecerclé, « à augmenter momentanément le rendement de l'action au détriment de sa valeur intrinsèque ».

A ce sujet M. le Professeur Dewing a fait, en Amérique, une étude intéressante. Il classe les actionnaires en trois catégories :

1° Les animateurs, qui ont dans les entreprises des intérêts permanents et importants.

2° Les actionnaires ordinaires, qui gardent leurs titres pour en percevoir les revenus.

3° Les spéculateurs, qui ne détiendront leurs actions que pendant une courte période.

Les premiers sont partisans d'une politique d'épargne de nature à renforcer la situation de l'entreprise ; les derniers, surtout intéressés par le rendement immédiat, sont favorables aux dividendes élevés. Entre les deux, la masse des actionnaires cherche à la fois le revenu et la sécurité par une épargne modérée.

Il faut en conclure que, dans le domaine de la taxation, le législateur doit faire preuve de beaucoup de prudence.

Tout excès aurait pour conséquence de favoriser la spéculation.

Il n'est d'ailleurs pas certain qu'une taxe sur les bénéfices non distribués puisse, dans tous ces cas, orienter les sociétés vers une politique de distributions plus libérales. Le stimulant très réel qu'elle constitue se heurte à de nombreux facteurs de résistance.

D'une part les sociétés qui distribuent de larges dividendes pourront considérer le surplus comme une marge de sécurité impossible à abaisser. D'autre part les sociétés jeunes, en période de croissance, et dont la situation financière n'est, de ce fait, pas encore solidement assise, ne pourront guère éviter de réinvestir en immobilisations une portion importante de leurs bénéfices. Dans tous les cas où le montant des bénéfices épargnés sera maintenu, le dividende sera, non augmenté, mais diminué du montant de la taxe payée.

Il faut bien constater que les entreprises qui ont le plus besoin de capitaux sont aussi celles qui ont le plus de difficultés à s'en procurer. Ce fait est de nature à modifier très fortement l'influence qu'une taxe sur les réserves peut avoir sur la vie économique.

Dans son livre *The undistributed profits tax*, M. Buelher étudie les répercussions de cet impôt sur les différents types de sociétés. Il constate que les petites entreprises ont des bénéfices plus variables que les grandes et que leur surface financière modeste ne leur permet guère d'espérer un crédit facile : d'où l'obligation pour elles d'épargner davantage. Même remarque pour les entreprises jeunes. Les unes et les autres sont donc assez mal placées pour supporter une taxe sur les réserves. D'une manière générale, une telle taxe pénalisera les entreprises faibles par rapport

aux compagnies solides et accentuera des inégalités qu'il faudrait plutôt s'efforcer de corriger.

Les avantages de la grande société, conclut M. Buelher, aux revenus stables et au crédit opulent s'en trouveront accrus, le monopole de fait des grands trusts sera encouragé et l'impôt, conçu dans un esprit démocratique, affaiblira ceux-là mêmes qu'il entendait protéger. A l'appui de ses affirmations, il constate que les protestations contre l'application aux États-Unis de la taxe sur les bénéfices non distribués sont venus bien plus des sociétés moyennes que des grands trusts.

Il est évident que seuls les tarifs excessifs pourraient engendrer des conséquences de cet ordre. Mais la tendance révélée par M. Buelher devrait néanmoins inciter le législateur à ne pas faire de l'impôt sur les réserves un instrument de politique économique.

* * *

Quels que soient ses inconvénients, la taxation des réserves ne s'en est pas moins développée au cours de ces dernières années.

Au point de vue des buts poursuivis, elle correspond à trois sortes de conceptions : accroître les distributions, compléter le système fiscal, faciliter les emprunts d'États.

Au point de vue des modalités, trois formules sont en vigueur : imposition des réserves à leur formation, imposition des réserves existantes, emploi obligatoire des réserves.

A vrai dire, les méthodes italo-allemandes, qui consistent à limiter le montant des bénéfices distribuables et à imposer pour le surplus l'achat de titres d'État, constitue

moins une taxation des réserves qu'un instrument d'Économie dirigée. Elles correspondent à la notion de capital au service de l'État.

En Italie, toutes les sociétés depuis 1935 ne pouvaient distribuer des bénéfices supérieurs à 6 p. 100 de leur capital versé ou à la moyenne des bénéfices répartis au cours des trois derniers exercices. La partie non distribuée des bénéfices était obligatoirement mise en réserve et devait être employée en titres d'État. Le produit de ces titres devait être également remployé en valeur de même nature. Ainsi, sans être dépossédées de leurs surplus de bénéfice, les sociétés n'en avaient cependant pas la jouissance puisqu'elles ne pouvaient ni les distribuer, ni les investir à leur guise, ni même user des intérêts de leurs réserves en quelque sorte obligatoires.

Mais si l'on s'en tient aux formes proprement fiscales de l'imposition, il n'en reste pas moins que de très nombreux États se sont depuis la guerre engagés dans cette voie. Bien que le caractère très complet de son système fiscal et des circonstances économiques spéciales eussent pu l'inciter à l'abstention, la France a néanmoins suivi l'exemple de l'Étranger.

Étudier l'évolution et l'état actuel des différentes législations étrangères, c'est donc remonter aux sources mêmes qui ont inspiré le législateur français.

Nous étudierons dans une première partie l'évolution de l'imposition des réserves aux États-Unis et dans les différents pays d'Europe qui la pratiquent. Et dans une seconde partie les principes généraux et les conditions d'applications du système français.

PREMIÈRE PARTIE

LA TAXATION A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION

Comme nous l'avons vu, l'institution d'impôts spéciaux sur les réserves est un phénomène récent mais qui, en raison de circonstances aussi bien économiques que financières, tend à se répandre rapidement.

Selon les fins poursuivies ou les conceptions fiscales propres à chaque pays, l'impôt frappe soit les réserves antérieurement accumulées, soit annuellement les bénéfices non distribués. La superposition des deux systèmes se rencontre aussi fréquemment.

Cependant — contrairement à ce qui se passe en France — la taxation des réserves existantes ne se produit que dans le cadre d'une imposition générale du capital et de la propriété. Dans les pays où il n'existe pas d'impôt assis sur le capital, dans les pays où la simple possession d'un bien n'est pas considérée comme un fait générateur imposable, les bénéfices accumulés ne sont pas frappés d'un impôt spécial. Là où il existe — qu'il soit annuel, c'est-à-dire assis sur le capital mais perçu sur le revenu, ou exceptionnel, c'est-à-dire s'il s'agit d'un véritable prélèvement, — l'impôt atteint tout l'actif réel des sociétés — ou des individus — et les réserves y sont soumises au même titre que le capital nominal, non comme bénéfice accumulé,

mais comme richesse possédée. C'est l'examen de l'actif du bilan et non du passif qui sert de base à l'imposition. C'est la propriété qui est taxée, non l'épargne.

C'est donc surtout l'imposition des réserves au moment même de leur formation qui constitue, à l'Étranger, une formule réellement nouvelle et originale. Mais alors qu'en France la taxe annuelle a des fins presque exclusivement économiques, la plupart des autres pays poursuivent des buts principalement fiscaux. Au point de vue de leurs répercussions économiques, les différents impôts sur les bénéfices non distribués ont été au moins aussi décrits que vantés, mais ils correspondent dans plusieurs États à une véritable nécessité financière.

Moins compliquée que la fiscalité française, la majorité des fiscalités étrangères est aussi moins parfaite, et laisse plus de place à la fraude. Les systèmes étrangers d'impôts sur le revenu sont directement et profondément affectés par l'ampleur des répartitions effectuées par les sociétés. En France, un des impôts les plus productifs, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, est indépendant du bénéfice distribué.

Ainsi la taxation des réserves a eu comme premier et comme principal objectif de compléter le système fiscal. L'augmentation des dividendes fut recherchée non dans l'intérêt des actionnaires, mais dans l'intérêt du Trésor.

Par la suite, ce caractère de stricte pénalité s'est atténué. La taxation est devenue plus générale et aussi plus ambitieuse, les préoccupations économiques sont passées au premier plan.

L'on vit alors se réaliser des systèmes complets comme celui qui est actuellement en vigueur aux États-Unis et

qui tend, d'une part à rendre le produit des impôts indépendant de la politique des dividendes, d'autre part à créer un instrument permettant de contrôler éventuellement les investissements de capitaux.

TITRE I

LA TAXATION DES RÉSERVES AUX ÉTATS-UNIS

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION DU SYSTÈME FISCAL

Section I. — Avant la présidence de M. Roosevelt.

Le système d'imposition des sociétés aux États-Unis a fait l'objet de nombreuses modifications et est resté longtemps fort complexe. Les principes sur lesquels il est fondé aujourd'hui ne se sont dégagés que lentement.

Cela tient d'une part à la superposition d'impôts fédéraux aux impôts d'États, d'autre part au fait que certaines taxes sont la contre-partie de privilèges spéciaux.

Aux États-Unis il existe deux types d'entreprises : les sociétés Incorporated et les entreprises Unincorporated.

Les sociétés « Incorporated », ce que les Américains appellent des Corporations, jouissent d'avantages particuliers qui les mettent au point de vue de leur fonctionnement dans une situation très favorable par rapport aux entreprises » Unincorporated ». En pratique, aux États-Unis, toutes les sociétés de quelque importance sont « Incorporated ». Mais en retour elles payent certaines taxes spéciales et leur régime fiscal est totalement différent de celui des entreprises « Unincorporated ». Le souci de maintenir, autant que possible, un certain équilibre entre les deux formes d'exploitation est un des phénomènes les plus importants de la nouvelle législation fiscale

américaine et nous verrons qu'il fut un des arguments présentés par M. Roosevelt en faveur de son impôt sur les bénéfices non distribués.

Par ailleurs les impôts des différents États ne sont nullement unifiés, leur assiette aussi bien que leur mode de perception restent variables. Toutefois on peut en distinguer deux principaux :

1° La General Property Tax.

2° La Franchise Tax.

L'une et l'autre frappent en général le capital des sociétés. Mais pour en perfectionner l'assiette, certains États ont rendu ces taxes proportionnelles à l'actif total, capital nominal et réserves. Si l'évaluation de la matière imposable en est rendue plus délicate, il semble qu'elle corresponde mieux aux facultés contributives réelles des sociétés. Assis sur le capital mais payés sur le revenu, ces impôts doivent être, dans la mesure du possible, en rapport avec les bénéfices et ceux-ci correspondent non à l'importance du capital nominal, mais à celle de l'actif total. Il ne s'agit pas ici d'une taxation spéciale des réserves, mais seulement d'une imposition de la richesse.

Si l'on considère maintenant les impôts fédéraux, en dehors de droits de timbre et de transferts, les sociétés supportaient principalement une taxe proportionnelle à leurs revenus nets. Cette taxe, dont le tarif a beaucoup varié, était de 2 p. 100 en 1916 et de 12 p. 100 en 1928. En outre les sociétés — comme les individus — ont été soumis pendant une courte période à un impôt sur les bénéfices de guerre et sur les excédents de bénéfices : instituée en 1917 cette taxe fut supprimée en 1921 pour ne réapparaître que beaucoup plus tard, avec M. Roosevelt qui créa « l'Excess profits Tax ».

On voit que jusqu'en 1932 le système d'impôts tant sur le capital que sur le revenu ne pénalisait pas les réserves accumulées ou les bénéfices non distribués.

Mais à partir de 1932, l'arrivée au pouvoir de M. Roosevelt et l'augmentation du déficit budgétaire vont conduire à une refonte de la fiscalité américaine.

Section II. — De 1932 à 1936.

En 1932 les États-Unis étaient en pleine crise économique. La baisse des prix, la disparition des bénéfices entraînaient une chute verticale des recettes fiscales et posaient un problème budgétaire d'autant plus grave qu'un chômage accru devait exiger des dépenses nouvelles.

On sait dans quel esprit M. Roosevelt a entrepris sa tâche. L'organisation du travail, le financement de la reprise par l'État, la lutte contre la spéculation furent ses idées directrices. Tout de suite il prit position contre les grands trusts et son attitude vis-à-vis des réserves des sociétés fut dès l'abord hostile. A son sens, les investissements excessifs, consécutifs à une épargne trop abondante étaient, au moins pour une part, responsables de la crise. Obligé par ailleurs d'engager des dépenses considérables et par conséquent, quoiqu'acceptant le principe d'un déficit passager, de trouver des ressources nouvelles, il se mit aussitôt en devoir de réorganiser le système américain d'impôts directs, pour le rendre plus démocratique et plus productif.

Toutefois il n'entreprit pas, dès 1932, de réformes d'ordre général.

Pour les personnes physiques, les bases du système restèrent l'income tax proportionnel (du taux de 8 p. 100,

4 p. 100 pour les revenus inférieurs à 4 000 dollars) et la surtaxe progressive sur les revenus de plus de 6 000 dollars.

Pour les sociétés, l'impôt sur le revenu net fut porté à 13 3/4 p. 100. Mais le fait nouveau consiste dans la création par l'article 104 de la loi, d'un impôt spécial sur les accumulations abusives de réserves. Cet impôt n'avait pas d'ailleurs, dans l'esprit du législateur, la portée d'une réforme de structure, mais était seulement destiné à combattre l'évasion fiscale. En effet un certain nombre de sociétés évitaient de distribuer une part importante de leurs bénéfices pour épargner à leurs actionnaires le paiement d'une surtaxe fort lourde puisqu'elle pouvait aller jusqu'à 55 p. 100 des revenus supérieurs à 1 million de dollars. Quoiqu'évidemment légale, cette pratique nuisait au rendement normal et régulier de l'impôt et était regardée par le gouvernement comme une véritable fraude. Lorsque cette intention est prouvée ou présumée, il est perçu en addition à l'impôt sur le revenu, une taxe égale à 50 p. 100 du bénéfice indûment épargné. Le fait qu'une « corporation » est une simple société de placement (intestments company) ou une société de portefeuille (holding company) ou que les gains sont accumulés au delà des besoins raisonnables, doit être considéré comme une présomption de tentative d'éluder la surtaxe.

Ainsi le caractère de pure pénalité est très net. La taxe est seulement destinée à augmenter le rendement des impôts perçus sur le revenu des particuliers et ne frappe que les accumulations *abusives*. Le véritable fait générateur en est l'intention de fraude. Bien plus que les sociétés, ce sont les actionnaires qui sont visés. Il ne s'agit pas ici d'accroître leurs revenus, mais leurs impôts. Cela ressort d'ailleurs clairement d'une dernière disposition de l'ar-

ticle 104 précisant que si tous les actionnaires de la corporation comprennent dans leurs déclarations leur part totale individuelle, qu'elle soit répartie ou non, l'impôt ne sera pas établi : les sommes déclarées seront considérées comme des dividendes encaissés et les paiements réels ultérieurs ne donneront pas lieu à la perception d'une taxe.

Mais la seule création de cette taxe spéciale ne pouvait suffire à résoudre le problème budgétaire. En 1933, en même temps qu'il précisait et amplifiait sa politique économique et sociale, M. Roosevelt chercha dans l'adoption d'impôts nouveaux un accroissement de recettes fiscales. C'est alors que furent introduits dans la législation américaine la « Capital stock tax » et « l'Excess profits Tax ». Toutes les deux témoignent de son désir d'atteindre la richesse trop concentrée et les revenus trop élevés — désir qui sera également, plus tard, à la base de l'impôt général sur les bénéfices non distribués. La taxe sur le capital social, créée par le « National Recovery Act » et précisée par le « Revenue Act » de 1934, prévoit un droit de 1 p. 1.000 du capital. Mais ce prélèvement s'applique, non au capital nominal mais à l'ensemble des biens possédés par la société, à l'actif total évalué aussi exactement que possible et que la loi appelle « la valeur déclarée ajustée ». Pour la première année, l'entreprise doit faire une déclaration — non modifiable — de ses différents éléments d'actif. Pour les années ultérieures, cette première déclaration est prise comme base et les différents facteurs d'enrichissement ou d'appauvrissement en sont retranchés ou ajoutés ; c'est ainsi que l'on ajoute à la déclaration primitive :

1° La valeur marchande honnête des biens apportés en échange d'actions ou de parts ;

2° Les réserves constituées et les contributions au capital ;

3° Le revenu net de la corporation ;

4° Le montant des dividendes dont la déduction est autorisée en vue de l'income tax.

De même l'on en retranche :

1° La valeur des biens distribués en liquidation aux actionnaires.

2° Les répartitions de bénéfices ou de gains.

De cette manière les réserves réelles sont imposées au même titre que le capital. Cette imposition de la richesse acquise, déjà pratiquée par les États, était en 1933 une nouveauté pour le système fiscal fédéral. Bien que d'une part les corporations exemptes, pour des motifs économiques ou sociaux, de l'impôt sur le revenu, et d'autre part les compagnies d'assurances ne fussent pas assujetties au nouvel impôt, celui-ci n'en posait pas moins un principe général, jusqu'alors inconnu. Son apparition fut considérée comme d'autant plus significative qu'elle était accompagnée de la création d'une taxe sur les excédents de bénéfices.

Ici encore, la « valeur déclarée ajoutée » jouait un rôle essentiel. D'après le « Revenue Act » de 1934, il était prévu un impôt de 5 p. 100 de la portion de revenu net qui dépasse 12,5 p. 100 de la « valeur déclarée ajustée » définie comme en matière d'impôt sur le capital. « L'excess profits tax » pose donc le principe que tout revenu qui dépasse un certain pourcentage de l'actif possédé, doit être considéré comme un excédent et peut supporter une surtaxe.

Par l'institution de ces deux impôts, le Président montrait nettement qu'il entendait faire supporter par les détenteurs de capitaux et par les sociétés riches, une portion croissante des dépenses publiques. Mais jusqu'alors aucune imposition particulière des réserves existantes ou des bénéfices non distribués n'était encore prévue.

Cependant, dès 1934, M. Roosevelt renforça les mesures déjà prises contre l'évasion fiscale. Non seulement la taxe sur les accumulations abusives était maintenue, mais encore une taxe nouvelle apparaissait frappant une forme spéciale de sociétés, les « Personal Holding companies ».

La loi définit la « Personal Holding company » toute corporation autre qu'une banque, société de dépôt ou entreprise exempte de la taxe sur le revenu si :

1° Au moins 80 p. 100 de son revenu brut pour l'année d'imposition proviennent de dividendes, redevances, intérêts, annuités et (sauf dans le cas de négociants réguliers en titres) de bénéfices provenant de la vente de valeurs mobilières.

2° A n'importe quel moment, pendant la dernière moitié de l'année fiscale, plus de 50 p. 100 de la valeur de son capital social sont possédés directement ou indirectement par ou pour le compte de cinq personnes au plus. (La famille comprenant frère et sœur, conjoints, ascendants et descendants en ligne directe, étant comptée pour une seule personne.)

Ce sont donc, en fait, des sociétés de portefeuille qui couvrent sous une forme anonyme les fortunes privées. Elles ont toujours constitué aux États-Unis un efficace moyen de se soustraire à l'application des impôts sur le revenu. A leur égard, la surtaxe prévue ne distingue plus, suivant le caractère abusif de l'accumulation, de bénéfice. L'idée du législateur est que tout bénéfice non distribué par ces sortes de compagnies est l'expression d'une intention frauduleuse. Il leur est appliqué pour chaque année d'imposition sur le « Revenu net ajusté non distribué » une surtaxe égale à la somme des éléments suivants :

1° 30 p. 100 de la tranche dudit revenu ne dépassant pas 100 000 dollars.

2° 40 p. 100 de la tranche dudit revenu dépassant 100 000 dollars.

Le revenu net ajusté est l'ensemble des sommes perçues par la société dont il faut retrancher celles qui font de la part de la loi l'objet de déductions autorisées, déductions prévues soit pour tenir compte des charges de l'entreprise, soit pour éviter les doubles impositions. C'est donc le revenu fiscal de la corporation. Ce revenu sera imposé dans la mesure où il ne sera pas distribué, c'est-à-dire que la surtaxe s'appliquera à son montant total dont on retranchera :

1° Les sommes utilisées ou mises en réserves pour le remboursement de dettes.

2° Les dividendes payés pendant l'année d'imposition.

3° Et en outre, une déduction forfaitaire de 20 p. 100 du montant des dividendes reçus.

De même que pour l'impôt sur les accumulations abusives de réserves, la présente taxe ne sera pas appliquée si tous les actionnaires comprennent dans leurs déclarations l'intégralité de leurs quote-parts, qu'elles soient distribuées ou non.

Tel était l'état de la législation américaine après le vote du « Revenue Act » de 1934. La méfiance à l'égard des grandes compagnies, le désir d'imposer plus durement la richesse acquise et les revenus élevés en constituent déjà les fondements essentiels. Si l'idée d'une taxation générale des bénéfices non distribués n'y apparaît pas encore, du moins traduit-elle, par des surtaxes spéciales sur les réserves injustifiées, le souci de limiter l'évasion fiscale.

* * *

En 1935 dans un message inattendu au Congrès, M. Roosevelt a demandé le vote d'un nouveau programme fiscal.

Les idées qui dirigeaient depuis 1932 la politique du Président y apparaissent de plus en plus nettement. Son projet tend à accroître principalement les impôts directs et l'extension de la notion de progressivité en est la caractéristique la plus notable. Mais il sembla à tous si hardi et, à certains oposants, si révolutionnaire, qu'il fût qualifié de « Programme de partage de la fortune ».

Et cependant il ne comportait la création d'aucun impôt nouveau. Il se bornait à créer ou à accentuer la progressivité des impôts directs existants et à élever certains tarifs. Le gouvernement évaluait à 250 millions de dollars les ressources nouvelles qui pouvaient en être attendues.

Bien que soulevant de nombreuses objections de principe, le projet n'en fut pas moins voté rapidement et devint la loi du 30 août 1935.

Pour frapper les grandes fortunes et les hauts revenus, les droits de succession et la surtaxe sur le revenu des personnes physiques sont aggravés ; pour atteindre les sociétés, l'impôt sur le capital — dont l'assiette n'est pas modifiée — est porté à 1,4 p. 1.000 et les taxes sur le revenu et sur les excédents de bénéfices sont rendus progressives, d'une manière d'ailleurs relativement modérée.

Le taux de l'impôt sur le revenu des corporations varie de 12,5 p. 100 pour la tranche inférieure à 2.000 dollars à 15 p. 100 pour la tranche supérieure à 40.000 dollars.

De même le tarif unique de l'« excess profits tax » est remplacé par un droit égal à la somme des éléments suivants : 6 p. 100 de la portion de revenu comprise entre 10 p. 100 et 15 p. 100 de la « valeur déclarée ajustée ».

12 p. 100 de la portion dudit revenu dépassant 15 p. 100 de cette valeur. Ici non seulement le taux est augmenté

mais l'assiette élargie (l'impôt est perçu à partir d'un revenu de 10 p. 100 et non de 12,5 p. 100 de l'actif net).

En outre la taxe spéciale sur les « Personal Holding companies » est atténuée pour les petits revenus et aggravée pour les gros.

A la place des tarifs de 30 et 40 p. 100, la loi prévoit une progressivité plus accentuée allant de 20 p. 100 sur la tranche de revenu net ajusté non distribué inférieure à 2 000 dollars, à 60 p. 100 de la tranche dudit revenu excédant 1 million de dollars.

Bien que n'instituant aucun principe nouveau, cet ensemble de mesures s'inspirait d'une tendance nettement « anti-capitaliste ». Il devint dès lors évident que le Président Roosevelt ne s'en tiendrait pas là. Poussé à la fois par des nécessités d'ordre financier et par la logique même de ses conceptions doctrinales, il ne devait guère tarder à créer une imposition générale des bénéfices non distribués.

L'idée n'en était d'ailleurs pas nouvelle. Sans parler de certains pays d'Europe comme la Norvège où des impôts de ce genre fonctionnaient depuis plusieurs années, elle avait en Amérique même inspiré de nombreux projets.

Dès 1920 le Dr Adams avait soumis au Comité des Voies et Moyens une proposition tendant à instituer un impôt de 20 à 25 p. 100 sur les bénéfices non distribués. Cette proposition fut reprise et soutenue par M. Houston, Secrétaire de la Trésorerie. Plus tard, M. le Professeur Fairchild suggéra la création d'un impôt gradué suivant l'importance du capital social et la proportion des bénéfices épargnés. La progressivité qu'il envisageait était plus accentuée et son tarif variait entre 10 et 50 p. 100.

Mais l'influence prédominante fut exercée par un des conseillers du Président, M. le Professeur Tugwell, dont les théories en la matière étaient à la fois plus hardies et plus complètes. A son sens l'impôt sur les bénéfices non distribués devait être moins une source de revenus nouveaux qu'un moyen de contrôler le marché des capitaux. Il n'était qu'un des aspects de sa conception Étatique de l'Économie.

Profondément convaincu de l'existence et du caractère nuisible d'un outillage excessif, qu'il attribuait à la présence de réserves trop abondantes, la répartition aux particuliers de cette épargne pléthorique lui paraissait à tous égards souhaitable. Elle lui semblait susceptible d'enrayer la surproduction et de développer la consommation. Les sommes mises de cette façon à la disposition du public constitueraient dans la mesure où elles ne seraient pas dépensées, des capitaux dont il serait relativement facile à l'État de contrôler l'emploi.

Ainsi, l'aménagement judicieux de la taxe sur les bénéfices non distribués devait être la manière la plus efficace d'obtenir la régularité des investissements et de les maintenir au niveau le plus profitable à l'économie générale.

Sans être peut-être absolument persuadé de l'efficacité de ces vues théoriques, M. Roosevelt n'en avait pas moins l'impression que l'ampleur des réserves lui permettait d'attendre de leur taxation des ressources considérables, et que l'utilité douteuse d'investissements nouveaux lui semblait de nature à justifier cette imposition au point de vue économique.

CHAPITRE II

LA TAXE SUR LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉES

(UNDISTRIBUTED PROFITS TAX)

Section I. — Le projet de loi et son accueil.

L'équilibre du budget soumis au parlement en janvier 1936 fut rompu par deux événements postérieurs à sa présentation : une décision de la Cour Suprême déclarant inconstitutionnelles les taxes de 1935, un vote du Congrès réclamant le paiement immédiat du bonus. Dans son message du 3 mars 1936, M. Roosevelt estime à 620 millions de dollars le déficit ainsi créé.

Ce déficit considérable, qui exigeait certainement une réforme d'envergure était pour lui une occasion d'appliquer intégralement les principes directeurs de sa politique fiscale. Remarquant que les recettes provenaient dans la proportion de 61 p. 100 d'impôts indirects, il déclara que l'effort ne pouvait porter que sur les contributions directes. Il proposa donc de refondre le système fiscal et de le simplifier tout en augmentant son rendement par l'adoption d'un grand impôt général sur les bénéfices non distribués.

En contre-partie la taxe normale sur les revenus des sociétés, la taxe sur les excédents de bénéfices et la taxe sur le capital devaient être abandonnées. Le système ainsi envisagé était fort simple :

1° Un impôt sur les revenus individuels de toutes provenances excluant toute double imposition ;

2° Un impôt sur les bénéfices non distribués, des « Corporations. »

Le rendement devait en être indépendant de la masse des dividendes répartis puisque tout bénéfice réalisé serait frappé ou par le premier impôt ou par le second. Ce résultat n'était conditionné que par le choix d'un taux judicieux permettant d'une part d'obtenir sensiblement les mêmes recettes quelles que soient les distributions, d'autre part de percevoir un supplément de revenus de 620 millions de dollars. Bien que le Président n'ait pas à cet égard précisé le tarif qu'il envisageait, les services techniques l'estimaient à 33,3 p. 100.

L'adoption de ce plan avait aux yeux de M. Roosevelt plusieurs avantages qu'il ne manqua pas de mettre en lumière.

Au point de vue du contribuable, la fiscalité deviendrait simple et la charge qu'il aurait à supporter lui apparaîtrait clairement.

Au point de vue de l'État, le rendement serait amélioré. La non-distribution des bénéfices n'aurait plus fiscalement aucune raison d'être et l'équilibre pourrait être assuré. La Trésorerie estimait en effet à 4 milliards 500 millions de dollars la masse des bénéfices des « corporations » non distribués pour la seule année 1936 et à 1 milliard 300 millions les recettes dont le budget était ainsi privé.

Au point de vue de la justice, les inégalités entre la taxation des sociétés « incorporated » et celles des entreprises « unincorporated » devaient être supprimées. Pour les secondes, la surtaxe sur les revenus individuels frappait les associés, que les bénéfices aient été effectivement

distribués ou qu'ils aient été mis en réserve. A l'avenir les bénéfices non répartis des « corporations » ne seraient plus avantagés.

Dans son message, M. Roosevelt ne mentionne pas les avantages économiques de la taxe qu'il propose. Elle lui apparaît moins comme un stimulant pour la prospérité que comme une arme efficace pour lutter contre les grandes compagnies.

C'est ce caractère qui a principalement déterminé devant le projet de loi la nature des réactions et du Congrès et du Sénat et du monde des affaires.

* * *

Soumis au Comité des Voies et Moyens le projet de M. Roosevelt y fut assez peu modifié. En effet, si le rapport de la minorité signé par les membres du parti républicain s'y montrait hostile, celui de la majorité signé par les membres du parti démocrate en recommandait l'adoption.

Pour les premiers, la taxe sur les profits non distribués devait décourager l'esprit d'épargne, retarder le relèvement des affaires, entraver le développement des petites entreprises, entraîner une instabilité économique générale. Pour les seconds elle était de nature à rendre équitable le système fiscal, à décourager les accumulations de réserves, à accroître les recettes.

Le Congrès se borna à modifier la progressivité des tarifs, à définir le revenu non distribué, à prévoir certains régimes spéciaux. Le revenu net non distribué fut le revenu net ajusté diminué de la somme des dividendes répartis et du total de la taxe sur les bénéfices non distribués précédemment payés. Le revenu net ajusté autorisait la déduc-

tion de l'intérêt des obligations d'État mais non celle du revenu d'actions privées. Les banques et les assurances furent exemptées de la taxe mais durent payer l'impôt sur le revenu au taux de 15 p. 100. Les sociétés étrangères furent également exonérées mais soumises par ailleurs à un impôt de 22,5 p. 100 sur le bénéfice net de leur exploitation en Amérique.

Tel quel le projet fut voté par le Congrès le 29 avril par 267 voix contre 93.

Au Sénat l'opposition fut plus vive ; la Commission des Finances commença par soutenir un contre-projet.

L'essentiel en était le maintien du système fiscal existant complété par une augmentation de l'impôt sur le revenu et par un impôt de 7 p. 100 sur les bénéfices non distribués. La Commission des Finances estimait en effet que la taxe votée par le Congrès non seulement tombait sous le coup des critiques formulées par le parti républicain, mais encore tendait à substituer un système nouveau de rendement inconnu, donc incertain, à une taxation ancienne qui avait fait ses preuves et qui était entrée dans les mœurs.

Après de longues discussions, le double principe du maintien du système fiscal antérieur et de la création d'une taxe progressive sur les bénéfices non distribués fut adopté par les deux Chambres et le « bill » du Congrès, affecté de 288 amendements, devint après la signature du Président la loi du 22 juin 1936.

Avant même qu'elle ne fut votée la nouvelle loi avait soulevé dans le monde des affaires des protestations unanimes.

Les industriels avaient, lors des réunions parlemen-

taires, fait défendre leur point de vue par certains personnages officiels et tenté de démontrer le caractère néfaste des conséquences économiques et sociales de la taxe. Pour eux, le redressement des finances publiques devait être recherché moins par un accroissement des recettes que par une diminution des dépenses. Au lendemain d'une crise très grave il pouvait sembler en effet assez inopportun d'imposer de nouvelles charges au commerce et à l'industrie. En admettant que de nouvelles taxes fussent indispensables, l'augmentation des contributions indirectes et des impôts sur les revenus individuels leur paraissait à tout prendre préférable.

Mais les milieux d'affaires redoutaient surtout que la nouvelle taxe ne rende très difficile la gestion des entreprises. Le volant régulateur constitué par les réserves ne pourrait pas sans sacrifice considérable être maintenu à un niveau raisonnable ; l'armature financière des sociétés ainsi affaiblie ne leur permettrait peut-être pas de résister à une nouvelle dépression économique.

Enfin les grandes compagnies ne cachaient pas leur appréhension de voir une extension future de l'impôt donner à l'État la possibilité de contrôler ce volume des investissements et de s'immiscer ainsi dans la gestion des « corporations. »

Section II. — Les dispositions contenues dans la loi.

Le système fiscal institué par la loi du 22 juin 1936 n'a ni la rigueur ni la simplicité du projet de M. Roosevelt. L'ancienne taxation des « corporations » subsiste dans son ensemble. L'impôt sur le capital est maintenu au taux réduit de 1 p. 1.000. « L'excess profits tax » continue d'être perçue aux tarifs antérieurs de 6 et 12 p. 100. Le calcul en

est fait sans retrancher du revenu le montant de la taxe normale sur les bénéfices, mais sous déduction de 85 p. 100 des dividendes reçus des filiales.

La taxe normale perçue sur la totalité des revenus reste la base de tout le système. Le taux en demeure progressif de 8 à 15 p. 100 selon le volume des bénéfices. La déduction pour les revenus provenant des dividendes des filiales est ramenée à 85 p. 100 des sommes encaissées à ce titre. Particulièrement hostile aux compagnies de holdings, le projet prévoyait la suppression complète de cette déduction. Mais cette disposition fut écartée.

Ainsi la taxation des profits non répartis apparaît non comme un élément essentiel du système, mais comme une véritable surtaxe. Elle est assurée par l'impôt sur les bénéfices non distribués, par la taxe sur les accumulations abusives des réserves et par la taxe spéciale sur les holdings personnels.

*
* *

« L'Undistributed profits tax » frappe les bénéfices non distribués selon un tarif progressif qui varie de 7 p. 100 si le rapport de ces bénéfices au revenu net ajusté est inférieur à 10 p. 100, à 27 p. 100 si ce rapport est supérieur à 60 p. 100. Le taux est donc d'autant plus élevé que la proportion des bénéfices non distribués est plus forte. Le volume des bénéfices totaux déjà frappé par la taxe normale n'intervient pas dans cette progressivité.

Le montant des bénéfices non distribués est calculé, ainsi que l'avait défini le Congrès en partant du revenu net ajusté sous déduction :

Des dividendes payés ;

Des revenus contractuellement non distribuables.

En ce qui concerne les dividendes payés il faut qu'ils aient été effectivement répartis dans l'année même où la déduction est réclamée. Les sociétés doivent donc estimer à l'avance avec une certaine exactitude le montant des sommes qu'il conviendra de mettre en distribution.

Mais le report des dividendes est autorisé, c'est-à-dire que si le total des dividendes répartis au cours du pénultième ou du dernier exercice est supérieur au revenu net ajusté correspondant, l'excédent pourra venir en déduction des bénéfices de l'année imposable en cours.

La loi ne se préoccupe pas de la forme dans laquelle les dividendes ont été payés. Toute les modalités usuelles, argent, obligations, titres divers sont admises. Toutefois des dispositions spéciales sont prévues en ce qui concerne les distributions sous forme de valeurs mobilières appelées en Amérique « stock dividends ». La loi de 1936 distingue les « stock dividends » taxables de ceux qui sont exonérés. En effet les « stock dividends » ne sont considérés comme des revenus susceptibles d'être imposés entre les mains des actionnaires que s'ils sont payés à leur choix en actions ou en argent.

En ce qui concerne les revenus non distribuables, ils peuvent sous certaines conditions être déduits du revenu net ajusté. Les dispositions prévues sont d'ailleurs assez restrictives et ne correspondent ni dans leurs buts ni dans leurs modalités à notre législation sur les provisions. La déduction n'est pratiquée que si le contrat restreint la liberté de la « corporation » et limite les paiements de dividendes ; en particulier la simple constitution d'une provision pour le remboursement d'un emprunt ne peut pas faire l'objet d'une exonération.

La loi de 1936 a prévu en outre une déduction spéciale pour les sociétés dont le revenu net ajusté est inférieur à 50.000 dollars. Cette déduction s'applique à la portion de revenu net ajusté non distribué qui excède 10 p. 100 du revenu net ajusté avec un maximum de 5.000 dollars. Dans ce cas l'imposition est égale à la somme des deux éléments suivants :

1° Une taxe sur le revenu net ajusté non distribué diminuée du montant de la déduction spéciale ;

2° 7 p. 100 du montant de la déduction.

Cette déduction a donc pour effet de soumettre au taux de 7 p. 100 une tranche de bénéfices non distribués qui aurait dû être normalement assujettie à un tarif plus élevé.

Enfin certaines catégories d'entreprises sont exemptées de la nouvelle taxe, ce sont les banques et les compagnies d'assurances traditionnellement soumises à un régime particulier, les sociétés en faillite ou insolvables, les sociétés étrangères.

Pour compléter le système de la taxation des bénéfices non distribués les anciens impôts sur les accumulations abusives des réserves et sur les « Personnel holding Companies » sont maintenus.

Le premier subsiste sans changement important ; une discrimination est cependant établie en matière de tarif suivant que la société se trouve ou non soumise à « l'undistributed profits tax ». Dans le premier cas le taux varie de 15 à 25 p. 100, dans le second de 25 à 35 p. 100.

Quant aux « holdings » personnels, si une taxation spéciale a continué de paraître nécessaire, il a semblé opportun de la rendre moins rigoureuse. La loi de 1936 a abaissé les taux qui varient entre 8 et 48 p. 100. Il semble d'ailleurs

que les espoirs fondés sur l'imposition des bénéfices non distribués en ce qui concerne la répresison de l'évasion fiscale aient été partiellement déçus. Les « holdings » personnels restent, comme il ressort du message du Président Roosevelt de 1937, un des principaux instruments de fraude. Soit par le lieu de leur siège social, soit par l'enchevêtrement de leurs transactions réciproques, soit par la non-distribution de leurs bénéfices, ces sociétés entravent l'action des agents du Trésor et permettent des fraudes « étendues et surprenantes à la fois par leur audace et leur ingénuité » selon l'expression de M. Morgenthau.

Il ne semble donc pas que les dégrèvements relatifs qui furent la conséquence de l'application de la taxe sur les bénéfices non distribués soient destinés dans l'avenir à être étendus ni même maintenus.

Section III. — Effets de la taxation des réserves.

Le système de taxation des réserves institué par la loi du 22 juin 1936 a soulevé en Amérique et à l'étranger d'ardentes discussions doctrinales et provoqué de la part des industriels et des commerçants une vive opposition que le temps n'a pas atténuée.

Les conséquences générales d'une imposition des réserves ont été notées dans l'introduction, mais la situation particulière des États-Unis mérite un examen spécial. La structure de leur économie aussi bien que celle de leur système fiscal ne paraissent guère de nature à rendre efficace un impôt sur les bénéfices non distribués.

Au point de vue fiscal les buts de la législation de 1936 étaient d'améliorer la répartition des charges en la rendant plus équitable et d'accroître le rendement en créant un système plus complet.

Une des grandes idées qui a inspiré la réforme fiscale est d'atténuer les différences entre les entreprises « incorporated » et « unincorporated ». Les sociétés « unincorporated » paient les impôts sur les revenus individuels et en particulier la surtaxe sur les revenus globaux même sur la portion des bénéfices qui, mise en réserve, n'a pas été touchée effectivement par les associés. Une disposition du même ordre soumet en France les sociétés en nom collectif à l'impôt général sur le revenu. La justice semblait donc exiger que les sociétés « incorporated » soient elles aussi soumises à un impôt sur les bénéfices non distribués.

Mais ces dernières sont déjà très lourdement taxées par rapport aux entreprises « unincorporated ». Seules elles supportent l'impôt sur le capital et l'impôt sur les excédents de bénéfices. Une taxe supplémentaire sur les bénéfices non distribués ne paraît pas de nature à introduire entre les deux catégories d'entreprises un judicieux équilibre.

Au surplus l'assimilation fiscale des deux types de sociétés semble, dans une large mesure, chimérique. Les entreprises « unincorporated » taxées comme des personnes, supportent des tarifs progressifs, les bénéfices normaux des sociétés « incorporated » doivent être frappés à un taux unique proportionnel au volume des revenus. Il paraît impossible de rendre très progressif le taux du « corporation income tax ». Par ailleurs, rendre proportionnel l'impôt qui atteint les entreprises « unincorporated » serait supposer entre elles une égalité qui ne correspond pas à la réalité, surimposer les plus petites par rapport aux plus importantes, et s'exposer par là même à de graves critiques.

En réalité, dans les sociétés « unincorporated » l'existence de taux progressifs permet une taxation légère des entreprises d'importance médiocre, alors qu'au contraire

« l'undistributed profits tax » impose aux petites corporations une charge très lourde ¹. La nouvelle taxe accentue donc les inégalités antérieures au lieu de les atténuer et pousse les plus modestes corporations à prendre la forme « unincorporated » et à renoncer aux avantages juridiques et économiques de l'incorporation. Les différences entre les deux systèmes sont d'ordre extra-fiscal et aucun impôt ne paraît de nature à les faire disparaître.

Mais s'il n'a pas au point de vue de la peréquation des charges fiscales les avantages que l'on pourrait en attendre, le nouvel impôt ne peut pas non plus, dans la forme où il a été adopté, être aussi productif que ne le ferait croire une évaluation globale des bénéfices non distribués.

Une double constatation affecte en effet ce qu'une évaluation globale des revenus annuellement épargnés pourrait avoir d'encourageant pour le rendement de l'impôt.

Tout d'abord l'extrême concentration de l'industrie américaine : la plus grande partie des revenus mobiliers américains provient de sociétés ayant plus de 1 million de dollars de capital.

Ce fait aurait pu paraître justifier une taxation des bénéfices non distribués et la rendre particulièrement productive. La doctrine de la Trésorerie était en effet que les grandes sociétés se montrent fort peu libérales dans leur politique de dividendes et il semble bien qu'en fait, pendant la période de prospérité, les plus grosses entreprises aient, soit par prudence, soit à cause de considérations fiscales, épargné une partie de leurs revenus ainsi que

1. Voir dans l'introduction les idées de M. Buelher sur la taxation des petites entreprises, p. 11.

le montre le tableau suivant tiré d'une statistique de M. G. C. Means ¹.

**Pourcentage de revenus mis en réserves par les corporations
à l'exception des sociétés financières.**

ANNÉE	108 GRANDES CORPORATIONS	AUTRES CORPORATIONS
1922.	33,8	33,7
1923.	41,5	37,8
1924.	37,5	26,6
1925.	39,9	36,3
1926.	42,2	28,2
1927.	35,2	14,8

Mais depuis la crise, la politique des dividendes semble avoir suivi de profondes modifications. Profitant de leur solide situation financière, les grandes sociétés peuvent se permettre des distributions assez larges alors que les entreprises modestes sont obligées de se montrer plus prudentes. Une statistique du Trésor américain donne pour les années 1931 à 1933 les chiffres suivants :

Pourcentage des dividendes payés par les sociétés.

BÉNÉFICES EN MILLIERS DE DOLLARS	1931	1932	1935
0 à 50	41	54	31
50 à 100	49	61	29
100 à 250.	56	60	33
250 à 500.	62	63	33
500 à 1.000.	67	65	38
1.000 à 5.000	71	70	46
5.000 à 10.000	78	78	53
10.000 à 50.000.	81	82	69
50.000 et au-dessus	95	98	91

Ainsi en 1933, alors que les plus modestes sociétés épar-

1. The large corporation in American life : *American Economic Review*, 1931.

gnaient 69 p. 100 de leurs revenus, les grandes corporations ne mettaient en réserve que 9 p. 100 de leurs bénéfices nets. Constituant la partie essentielle de l'économie américaine, ces grandes compagnies ne seront pas très touchées par la taxe sur les bénéfices non distribués dont le rendement risque de demeurer faible, mais qui peut néanmoins avoir au point de vue économique des répercussions importantes.

*
* *
*

Dans l'esprit de ses principaux promoteurs, l'impôt sur les profits non distribués était d'ailleurs une arme essentiellement économique. La lutte contre la concentration de la richesse entre les mains des sociétés les plus puissantes, la répartition des revenus substituée à leur accumulation, à plus longue échéance le contrôle de la gestion des corporations, tels étaient les buts plus ou moins avoués des théoriciens et du gouvernement.

Sans aucun doute l'impôt a favorisé comme le désirait le législateur l'augmentation des dividendes. En 1936, sous la double influence de la taxe et de la prospérité, les répartitions ont progressé dans des proportions considérables. Le record des dividendes déclarés a été battu en novembre avec 883.203.332 dollars. Le précédent record qui datait de décembre 1930 n'était que de 557.877.243.

Ainsi, quels que soient les facteurs qui pouvaient inciter la masse des sociétés à l'épargne¹, il semble que la politique des dividendes ait été largement influencée par l'impôt sur les bénéfices non distribués.

Mais cette augmentation de revenus ne s'est-elle pas

1. Voir introduction : limites à une augmentation du dividende p. 10 et suiv.

faite au détriment de la solidité financière des sociétés ? N'est-elle pas destinée dans l'avenir à provoquer certains déboires ? N'entraînera-t-elle pas dans un pays soumis à des courants psychologiques très vifs et très profonds, avec l'instabilité croissante des dividendes des sautes de confiance nuisibles à la stabilité économique ?

Il semble bien en tout cas que l'augmentation des répartitions au delà d'un certain niveau pose en des termes nouveaux le problème du financement des entreprises et augmente leur dépendance déjà fort étroite vis-à-vis des banques. Pour éviter un affaiblissement de leur trésorerie tout en distribuant la majeure partie de leurs revenus, les entreprises n'ont même pas la ressource d'accroître les dividendes sous forme d'actions gratuites ou de valeurs mobilières quelconques : la résistance des actionnaires américains, qui s'explique en grande partie par des considérations fiscales, a entraîné au cours des années qui ont suivi la guerre une régression progressive de ce mode de répartition.

En 1922, pour 3 milliards 437 millions de dollars de dividendes en argent, il y a avait eu 3 milliards 348 millions de dollars de dividendes en titres. En 1933, pour 3 milliards 127 millions de dollars de « cash dividends » il y avait eu seulement 102 millions de dollars de « stock dividends ».

Il peut donc paraître assez ambitieux de présenter la taxe sur les bénéfices non distribués comme un instrument de prospérité et de stabilisation économique. Telle était pourtant la conception des principaux conseillers techniques du gouvernement américain qui voyaient dans la diminution des impôts de consommation et dans l'augmentation des impôts sur l'épargne le moyen de lutter contre une crise de sous-consommation et d'établir un contrôle par l'État des activités privées.

Il semble cependant qu'une telle entreprise soit, comme toutes celles qui tentent de conférer à l'impôt un rôle extra-fiscal de direction économique, vouée à l'échec. La diversité des besoins, la mobilité des circonstances, l'inégalité des entreprises rendent inefficaces, sinon injustes et néfastes les résultats d'une taxation nécessairement uniforme et générale. Entre l'épargne utile et l'épargne dangereuse entre les investissements souhaitables et les investissements excessifs, entre les réserves bienfaisantes et les réserves abusives, l'impôt ne peut choisir.

Dès le début de 1937, M. Buelher, dans son livre « Undistributed Profits Tax » avait signalé les inconvénients d'une telle politique, l'événement ne paraît pas avoir démenti ses prévisions.

* * *

Il est dès aujourd'hui possible de se faire une idée des conséquences que la taxe a pu avoir sur la vie économique du pays. Le « National Industrial Conference Board » a dirigé une enquête auprès de 360 sociétés américaines représentatives de la structure générale du pays. Les résultats de cette enquête publiés dans le *Conference Board Bulletin* ont été repris dans le *Bulletin quotidien de la S. E. I. E*¹.

Au point de vue de la politique des dividendes 61 p. 100 des sociétés estiment que la législation en a provoqué la modification. L'accroissement moyen dû à la taxe paraît ressortir à 20 p. 100. D'autre part, 27 p. 100 des sociétés estiment ne pas être en mesure de déterminer leurs bénéfices avec une exactitude suffisante pour leur permettre

1. B. Q. de la S. E. I. E. du 10 novembre 1937.

de distribuer un dividende dans les délais exigés par la loi.

Au point de vue des conséquences financières un pessimisme unanime ressort des déclarations des sociétés interrogées. La quasi-totalité des sociétés affirme qu'elles seront obligées dans l'avenir de recourir aux banques d'une manière plus large. Toutes s'insurgent contre l'impossibilité de couvrir les pertes antérieures et signalent la structure financière peu satisfaisante qui en résulte. Beaucoup suggèrent la nécessité d'autoriser l'apurement des comptes déficitaires pendant deux, trois ou cinq exercices.

Au point de vue des conséquences économiques l'auteur de l'enquête, M. Kimmel, a voulu savoir si pour échapper à la taxe les sociétés avaient accru leurs salaires et leurs dépenses de publicité ou d'études. 15 p. 100 environ des sociétés ont accru leurs salaires, 10 p. 100 leurs dépenses de publicité ou d'études. Enfin la dernière question posée était « d'ici dix ans ou plus la taxe tendrait-elle à accentuer l'instabilité économique en hasardant les réserves des sociétés ou au contraire affermirait-elle l'instabilité économique en accroissant le pouvoir d'achat » ? Sur 332 sociétés, 330 ont répondu que la taxe tendrait à accentuer l'instabilité économique.

M. Kimmel en a conclu que « la communauté économique n'est pas convaincue que la taxe doive aider à la stabilisation de l'activité économique ».

Ainsi, à l'expérience, la taxation des réserves semble entraîner des inconvénients relevés par les critiques de la première heure. L'économie américaine ne paraît pas s'y adapter et réclame encore violemment sa suppression ou sa revision.

TITRE II

LA TAXATION DES RÉSERVES EN EUROPE

Dans les divers pays d'Europe la taxation des réserves a pris depuis la guerre une extension considérable. Les raisons de ce développement sont faciles à saisir. Il correspond soit à des doctrines politiques, soit à des difficultés financières.

Dans une large mesure la taxation des réserves est un aspect de l'imposition du capital. Dans beaucoup de pays, l'imposition de la fortune acquise est une des pièces essentielles de la fiscalité. Les gouvernements démocratiques seront toujours tentés de faire supporter par les détenteurs de richesses une part importante des dépenses destinées à améliorer le sort de la masse. L'impôt sur le capital se généralise, moins en raison de ses avantages financiers qui sont plus apparents que réels qu'en raison de la satisfaction morale qu'en retire l'opinion publique.

Mais si la possession d'un bien tend de plus en plus à être lourdement atteinte par les fiscalités modernes, les réserves sont regardées avec une défaveur particulière et par les dirigeants et par le peuple, du fait qu'elles sont détenues par des sociétés auxquelles elles donnent une puissance qui fait un contraste choquant avec l'appauvrissement des citoyens. Accumulations de bénéfices excédentaires, considérées souvent à tort comme improductives, elles ne présentent pas le caractère de revenu indispensable,

et sont d'autant plus désignées pour un traitement fiscal rigoureux que les difficultés financières des États sont plus graves.

Après la guerre, tous les pays belligérants se sont trouvés en face de dettes accrues dans une économie bouleversée. Les dépenses qu'il fallait payer, les ruines qu'il fallait relever, les indemnités réclamées aux vaincus exigeaient de la part des finances publiques en effort hors de proportion avec les facultés contributives de la nation. Bien qu'il présentât de multiples inconvénients et qu'il n'eût pas en fait les résultats escomptés, le recours à une contribution exceptionnelle de la richesse fut largement employé pour y faire face. Ainsi la guerre a répandu et généralisé en Europe le principe de l'imposition de la fortune acquise. De ce fait la taxation des réserves ne revêt pas dans la majorité des cas un caractère spécial, mais rentre dans le cadre de cette imposition générale. Qu'elles soient réellement exceptionnelles ou qu'elles soient devenues permanentes, les taxes établies à ce titre sont presque toujours qualifiées « d'extraordinaires ». C'est dans les périodes de grande détresse financière qu'on les voit réapparaître ou s'aggraver.

Par la suite d'autres chefs de dépenses sont venus alourdir les budgets. La violence des revendications sociales, les secours nécessités par la crise, la course aux armements sont autant de facteurs qui rendent difficile l'équilibre des finances publiques. Le poids des charges fiscales et le caractère même des impôts établis ont engendré une fraude d'autant plus grande qu'elle était plus fructueuse. Comme les États-Unis, certains pays ont dû se défendre contre l'évasion fiscale et lutter contre les réserves occultes ou chercher dans l'imposition des bénéfices non distribués de nouvelles sources de revenus.

* *

Dans l'état actuel de la législation, l'imposition des réserves revêt deux modalités différentes : il existe d'une part des impôts sur les réserves existantes, d'autre part des impôts frappant les réserves au moment même de leur formation.

Dans la première catégorie se rangent les taxes annuelles sur la propriété qui sont établies dans certains pays pour des raisons de préférence doctrinale, et les prélèvements exceptionnels que rendent nécessaires les circonstances financières. Dans la seconde catégorie doivent être placés les impôts sur les bénéfices non distribués ayant soit un caractère général comme en Norvège, soit un champ d'application restreint comme en Grande-Bretagne ou en Suède.

CHAPITRE PREMIER

LA TAXATION DES RÉSERVES EXISTANTES

Comme nous l'avons souligné, l'imposition des réserves existantes n'a pas pris en Europe la forme d'une taxation spéciale. Elle est comprise dans une législation d'ensemble frappant la propriété. Suivant les circonstances, elle peut prendre soit l'aspect d'un impôt annuel sur la fortune, soit l'aspect d'un prélèvement exceptionnel.

Section I. — Impôt sur la fortune.

LA LÉGISLATION ALLEMANDE. — Le législateur allemand a toujours été favorable à l'imposition du capital. Dès 1913, une grande loi fiscale établissait un impôt sur la fortune. A la suite de la guerre, la dépréciation du mark a bouleversé le système fiscal de l'Allemagne et orienté le législateur vers la taxation rigoureuse des « valeurs réelles ». Les impôts sur le capital et sur les plus-values lui ont par de nature à favoriser le rétablissement des finances publiques tout en reprenant aux principaux bénéficiaires de la dévaluation des profits qui au milieu de la ruine générale du pays paraissaient excessifs. D'où les lois de 1921 et 1922 qui réorganisèrent l'impôt sur la fortune et créèrent la taxe sur l'accroissement des fortunes. Ces impôts n'eurent d'ailleurs pas les résultats escomptés et n'empêchèrent pas le

déséquilibre du budget de s'accroître et la monnaie de s'effondrer. Une loi du 10 août 1925 remit en vigueur un nouvel impôt sur la fortune et précisa les conditions dans lesquelles les sociétés y étaient soumises. Le texte fut modifié directement ou indirectement par un certain nombre de lois subséquentes et en dernier lieu par l'ordonnance présidentielle du 8 décembre 1931.

Au point de vue des sociétés ces textes soumettaient à l'impôt :

1^o Pour la totalité de leur actif (capital et réserves), les sociétés quelles que soit leur forme dont le siège social ou le lieu de la direction se trouvait en Allemagne.

2^o Pour l'ensemble des biens situés en Allemagne, les sociétés étrangères.

Le tarif de cet impôt était en principe de 5 p. 1.000, mais en fait il était progressif de 3 p. 1.000 lorsque l'actif n'excédait pas 30.000 RM ; à 7,5 p. 1.000 lorsqu'il dépassait 5 millions de RM. Toutefois le taux ne pouvait être supérieur à 5 p. 1.000 lorsque les revenus du contribuable étaient frappés par les impôts locaux ou communaux. En outre il était prévu une exonération pour les sociétés dont l'actif était inférieur à 20.000 RM. D'autre part des déductions pour les sociétés de gestion de capitaux étaient autorisées pour éviter une double imposition.

La revision de l'assiette devait avoir lieu tous les trois ans ; mais des réévaluations étaient possibles dans l'intervalle lorsque la valeur de la matière imposable s'était modifiée de plus de 1/10^e ou de plus de 50.000 RM.

En 1934 le gouvernement national-socialiste opéra une refonte assez complète du système fiscal allemand. Au point de vue de l'impôt sur la fortune, un certain nombre

de mesures ont été prises pour alléger les charges des petites fortunes des personnes physiques et pour renforcer l'imposition des sociétés de capitaux et les défavoriser par rapport aux autres contribuables. Par ailleurs les procédés d'évaluation de la matière imposable ont été, d'une manière générale, modifiés et précisés. Les sociétés en nom collectif ne sont plus imposées personnellement alors qu'elles l'étaient sous le régime antérieur. Chaque associé, imposé en son nom propre, à raison de sa participation, pourra ainsi bénéficier des exonérations accordées aux personnes physiques. La nouvelle loi remplace en effet l'exemption des petites fortunes par une exonération à la base de 10.000 RM applicable aux seules personnes physiques. Pour les sociétés autres que les sociétés de capitaux, l'impôt n'est perçu que si l'actif net dépasse 10.000 RM.

Pour les sociétés de capitaux au contraire, l'imposition est aggravée. Elles sont imposables dans tous les cas. En outre la loi fixe pour elles un minimum d'imposition : l'actif imposé ne pourra être inférieur à 60.000 RM. (20.000 RM pour les sociétés à responsabilité limitée).

Au tarif progressif de l'ancienne législation, la loi de 1934 substitue le taux uniforme de 5 p. 100. Cette mesure constitue une aggravation, car elle a surtout pour effet de supprimer les taux réduits. En effet les taux majorés, en raison des impôts des pays et des communes n'étaient presque jamais pratiqués. On voit là que la loi traite d'une façon particulièrement sévère les petites sociétés par actions (plus de taux réduit, pas d'exonération à la base). Le but du législateur semble avoir été d'amener les entreprises les plus modestes à prendre la forme de sociétés de personnes.

Depuis l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, la

législation des sociétés à peu à peu perdu son caractère fiscal pour prendre progressivement l'aspect d'un contrôle de l'État. L'idée directrice est que le capital n'est plus au service du capitaliste, mais de la nation. Aujourd'hui les dividendes des sociétés sont strictement limités par la loi, le surplus du bénéfice obligatoirement mis en réserve et employé en fonds d'État. Les sociétés sont ainsi soumises à un emprunt forcé permanent ; à la taxation des réserves a succédé leur réquisition.

LA LÉGISLATION NORVÉGIENNE. — Pays de tendance très démocratique, la Norvège a, après la guerre, imposé les fortunes et a été amenée à frapper le capital et les réserves des sociétés.

Les lois du 13 juillet 1921 et 28 juillet 1922 ont établi un impôt sur le revenu et sur la fortune et une contribution extraordinaire sur la fortune. Mais les sociétés par action n'étaient pas soumises à l'impôt sur le capital. Elles ne payaient qu'un impôt de 6 p. 100 sur leurs revenus et une surtaxe sur leurs bénéfices non distribués ¹.

Aussi ces dispositions furent-elles complétées par une loi du 9 mars 1922 qui soumettait l'actif des sociétés (capital et réserves) à un impôt de 2 p. 1.000. Mais alors que la législation allemande entendait frapper les biens en eux-mêmes, la législation norvégienne veut atteindre les sociétés. C'est pourquoi les déductions prévues en Allemagne en ce qui concerne le portefeuille des entreprises destinées à éviter les doubles impositions ne sont pas pratiquées en Norvège.

L'impôt sur le capital, tel qu'il a été créé par les lois de 1921 et 1922 a subsisté sans grand changement ². Une loi

1. Voir ci-dessous, chapitre II, *Imposition des réserves à leur formation*.

2. Les caisses d'épargne et les coopératives de consommation et

en détermine chaque année le taux qui ireste fixé à 2 p. 1.000, tarif qui apparaît modéré puisqu'il se combine avec un impôt sur le revenu de seulement 6 p. 100.

Section II — Les prélèvements sur l'actif des sociétés.

Les prélèvements extraordinaires sur la fortune ont été après la guerre employés dans un certain nombre d'États pour favoriser sa liquidation et particulièrement pour l'amortissement massif de dettes singulièrement accrues. Ces expériences de conscription du capital n'ont en général ni donné les résultats économiques désastreux prédits par certains, ni provoqué le redressement financier qu'attendaient les autres. C'est que, dans la plupart des cas, à la notion de fortune nationale s'opposait la notion sensiblement plus restreinte de fortune imposable. Les exonérations indispensables qui étaient prévues, la progressivité des tarifs, rendaient vain l'espoir d'un rendement élevé.

Dans la plupart des expériences qui furent tentées à cette époque — en Pologne, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Italie, — les sociétés étaient, tant au point de vue de la matière imposable que des tarifs, assimilées aux personnes physiques, et leur taxation ne requiert pas une étude spéciale. Mais leurs réserves se sont trouvées directement atteintes par les impôts sur les accroissements de fortune qui frappaient leur actif dans la mesure où il n'avait pas été distribué et qui en même temps opéraient une réévaluation automatique des différents postes du bilan. Toutefois l'ampleur même de ces conséquences a fait reculer certains législateurs et en Tchécoslovaquie

d'achat sont soumises à un impôt sur la fortune, progressif de 0,30 p. 1.000 à 6 p. 1.000.

par exemple, les sociétés ont été seulement soumises au prélèvement de 1 p. 100 sur le capital d'après sa composition au 1^{er} mars 1919, alors que les personnes physiques ont été également frappées par la taxe sur l'accroissement des fortunes entre le 1^{er} janvier 1914 et le 1^{er} mars 1919.

En Allemagne par contre, les sociétés furent soumises au prélèvement extraordinaire et à la taxe sur l'accroissement des fortunes, mais les modes de calcul de l'impôt, les procédés de recouvrement et surtout la dépréciation rapide et profonde du mark ont rendu illusoire une imposition calculée d'après des bases nominales au 31 décembre 1919.

En Italie l'essai fait par le décret-loi du 24 novembre 1919 est encore plus timide. L'exonération à la base de 20.000 lires, la progressivité du tarif de 5 à 25 p. 100 ont altéré considérablement les résultats qui pouvaient en être espérés. Bien que le 22 avril 1920 un nouveau décret-loi soit venu renforcer les tarifs et réduire la période de paiement, le prélèvement italien garda l'aspect d'un super-impôt sur le revenu.

Quels que soient les déboires auxquels les prélèvements extraordinaires ont conduit dans le passé, ils n'en réapparaissent pas moins dans les périodes de grave crise des finances publiques.

LA LÉGISLATION ITALIENNE. — Dès le 5 septembre 1935, l'Italie avait créé une limitation des distributions de bénéfices et un emploi obligatoire des réserves ¹.

Un effort d'assainissement des finances publiques a conduit le gouvernement italien à remplacer cette limitation par un « impôt extraordinaire progressif sur les divi-

1. Voir introduction, p. 12.

dendes » institué par un décret royal du 5 octobre 1936.

Ce décret, en même temps qu'il rendait aux sociétés la libre disposition de leurs revenus, soumettait les bénéfices distribués à un impôt qui frappait les dividendes supérieurs à 6 p. 100 du total du capital et des réserves, à un taux progressif variant de 5 p. 100 pour la portion de revenus comprise entre 6 et 7 p. 100 du total du capital et des réserves, à 60 p. 100 sur la portion de bénéfices supérieure à 12 p. 100 de ce total. Ces tarifs sont réduits de 1/2 pour les sociétés qui dans les trois derniers exercices ont distribué des dividendes supérieurs à 6 p. 100 (il s'agit des trois derniers exercices quels qu'ils soient dans l'avenir et non pas seulement ceux qui précédèrent la promulgation du décret). Les sociétés exerçant leur activité dans les colonies italiennes et, sous certaines conditions, les sociétés en dissolution sont exemptes de l'impôt.

Ces mesures nouvelles constituent un assainissement des finances publiques puisqu'elles substituent à un emprunt forcé perpétuel une taxation « extraordinaire » qui, pour être lourde, n'en marque pas moins un retour vers des méthodes financières plus orthodoxes. Il pouvait d'ailleurs paraître opportun au moment du passage d'un régime de limitation à un régime de liberté d'instituer un système transitoire pour rappeler les sociétés à la prudence.

M. Frè, dans la *Revue du Droit Commercial Italien*¹, souligne d'ailleurs ce redressement des finances italiennes : « Tandis que dans d'autres pays on pourvoit en ces temps-ci aux nécessités du budget de l'État par le plus nuisible, injuste et anti-économique des moyens, à savoir un prélèvement extraordinaire sur les réserves, on ne peut pas ne

1. M. Frè, *Rivista del Diritto Commerciale*, mars-avril 1937. L'impôt extraordinaire progressif sur les dividendes.

pas juger favorablement une mesure par laquelle on fait temporairement participer l'État à la fraction des bénéfices que les sociétés ont estimé pouvoir distribuer au delà d'un niveau déterminé qui est considéré comme constituant un revenu adéquat pour le capital ».

Malheureusement, l'état des finances italiennes ne s'étant pas amélioré, le gouvernement a dû recourir lui aussi au prélèvement sur le capital. Dès 1936, un emprunt forcé de 5 p. 100 frappait la propriété foncière. Cet emprunt était un prélèvement déguisé puisque par l'institution d'un impôt de 3,5 p. 100 perçu pendant vingt-cinq ans sur la valeur des immeubles, les propriétaires se trouvaient en assurer eux-mêmes les charges d'intérêt et d'amortissement.

Aussi le gouvernement a-t-il pu présenter comme une mesure d'équité fiscale le prélèvement de 10 p. 100 décidé en 1937 sur le capital et les réserves des sociétés par action — au surplus valorisés par une récente dévaluation de la lire. Ce prélèvement est payable en 15 versements échelonnés tous les deux mois du 10 mars 1938 au 10 juin 1940.

Rendue nécessaire par des dépenses considérables, cette politique fiscale, extrêmement stricte n'était pas favorable à une économie dont le fonctionnement était déjà extrêmement délicat. Aussi, pour atténuer un peu la rigueur de cette imposition, la loi a-t-elle prévu d'une part des régimes de faveur, d'autre part une atténuation au système antérieur frappant les sociétés, enfin des mesures destinées à faciliter l'importation des capitaux.

Tout d'abord, pour les sociétés ou entreprises qui ont enregistré un déficit financier pendant les trois dernières années fiscales, le prélèvement est ramené de 10 à 2,5 p. 100. Les sociétés dont le capital est supérieur à 10 millions de lires peuvent payer la moitié de l'impôt en remettant à

l'État un nombre adéquat d'actions sociales. Les banques, institutions de crédits et coopératives dont le capital ne dépasse pas 20.000 liras sont exemptées.

Pour atténuer les régimes antérieurs des sociétés, le bénéfice distribuable en franchise d'impôt est porté de 6 à 8 p. 100.

Pour favoriser l'importation des capitaux, le gouvernement a édicté un décret-loi déclarant notamment :

« Tous les capitaux étrangers qui entrèrent en Italie avant le mois de décembre 1939 seront protégés par le gouvernement de toutes les manières possibles. De nombreuses facilités fiscales seront accordées aux capitalistes étrangers et en particulier leurs capitaux seront exempts des droits de succession pendant vingt ans à dater du présent décret. Ils ne pourront pas être confisqués ou expropriés même en cas de guerre et seront soustraits à toute mesure qui tendrait à restreindre leur liberté de mouvement. »

Malgré ces atténuations, il semble bien que la politique générale du gouvernement fasciste l'oblige, en matière financière, à des expédients sans cesse plus hasardeux qui tendent à isoler son économie et ne peuvent conserver leur efficacité que grâce à une contrainte toujours accrue.

CHAPITRE II

TAXATION DES RÉSERVES A LEUR FORMATION

Un certain nombre de législations recourent à la taxation annuelle des bénéfices non distribués. L'impôt peut correspondre soit à des préoccupations économiques et sociales et avoir pour but d'assurer en même temps que des ressources à l'État, une bonne répartition des revenus entre les individus, soit à des préoccupations fiscales et être destiné à combler les lacunes d'un système et à éviter l'évasion de la matière imposable. A cette dualité de but correspond une dualité d'aspect, taxation générale de tous les bénéfices non distribués ; taxation spéciale des bénéfices non distribués de certaines catégories d'entreprises.

Section 1. — Taxation générale.

LA LÉGISLATION NORVÉGIENNE. — Dès 1921, une loi du 13 juillet a institué comme nous l'avons vu, outre un impôt sur le revenu des sociétés, une surtaxe dite « *fondskatt* » sur la portion de bénéfices non distribués aux actionnaires. Cette surtaxe était de 10 p. 100.

Il semble qu'à l'époque le législateur ait été à la fois préoccupé de redresser les finances publiques et influencé par les doctrines sociales tendant à frapper lourdement tout revenu présentant un caractère plus ou moins superflu

et défavorable d'une manière générale à une trop grande richesse des sociétés de capitaux.

Comme tous les impôts de cette nature, le « fondskatt » ne fut pas au début accepté sans résistance par les milieux d'affaires norvégiens qui y virent l'amorce d'une législation fiscale socialisante qui pouvait compromettre la marche de leurs entreprises. Ils considéraient surtout que l'accumulation des taxes faisait peser sur les sociétés des charges trop lourdes. Les économistes et les juristes n'ont pas, eux non plus, considéré avec faveur l'apparition du « fondskatt ». Dès cette époque, le découragement possible de l'épargne, les difficultés de financement des entreprises, les dangers d'une trop grande instabilité des dividendes ont été mis en lumière.

Par la suite la modération du législateur, l'équilibre social, la prospérité économique ont contribué à faire rentrer cet impôt dans les mœurs, et si certaines objections de principe sont toujours adressées au « fondskatt », son fonctionnement semble avoir été assez satisfaisant.

Le tarif en fut d'ailleurs remanié par des lois postérieures. En 1930 il était de 8 p. 100.

En 1931, le caractère économique du « fondskatt » fut nettement accentué : une disposition législative a prévu le remboursement de l'impôt en cas de distribution ultérieure des bénéfices. Ainsi les pouvoirs publics semblaient demander à l'impôt sur les bénéfices non distribués moins des ressources pour l'État qu'une politique libérale de dividendes.

Dans les années de crise, les taux furent légèrement augmentés ; puis, avec la prospérité renaissante récemment ramenés à un niveau moins élevé. En 1937 l'impôt était de 7. p. 100.

Il semble que l'expérience a montré en Norvège qu'un impôt modéré sur les bénéfices non distribués n'avait ni les avantages ni les inconvénients que des discussions passionnées ont parfois exagérées. A condition que ses modalités d'application et son tarif soient adaptés aux circonstances économiques et à la structure du pays, à condition que l'on ne s'en exagère pas la portée fiscale et extra-fiscale, il paraît pouvoir prendre raisonnablement place dans un système cohérent d'impôts sur le revenu.

La Suède avait également adopté en 1919 un impôt sur les revenus non distribués des sociétés. Il fut abandonné dès 1926.

Mais ultérieurement, il réapparut partiellement dans la législation suédoise sous la forme d'un impôt sur les bénéfices non distribués de certaines sociétés.

Section II. — Taxation spéciale.

Dans les législations modernes essentiellement fondées sur un système d'impôts sur le revenu, les considérations fiscales s'opposent souvent aux considérations financières. Si le souci du rendement et la lutte contre la fraude conduisent les pouvoirs publics à essayer de contrôler les capitaux mobiliers, le désir de provoquer la confiance des épargnants, et d'entretenir ainsi sur le territoire un marché financier actif, les poussent à accorder aux capitalistes le maximum de liberté. L'hostilité envers les « grandes corporations » est tempérée par le besoin de capitaux.

Dans les pays pour lesquels l'activité financière, l'armature bancaire, le marché monétaire sont des éléments essentiels de la vie économique, une législation restric-

tive à l'égard des sociétés ne se conçoit pas. Sans parler du Lichtenstein où un régime d'exemption totale a rendu les personnes morales plus nombreuses que les personnes physiques, les fiscalités luxembourgeoise, hollandaise, suisse se gardent de frapper les sociétés d'une manière susceptible de nuire à leur développement. La taxation des bénéfices non distribués en particulier n'y est pas pratiquée.

Mais certains États ont dû concilier les exigences d'une lourde fiscalité avec les nécessités d'une vie financière active. Sans envisager une imposition générale des bénéfices non distribués, ils ont dû surtaxer certaines formes de sociétés lorsque l'évasion fiscale qu'elles favorisaient affectait trop profondément le rendement des impôts. Tel est le but uniquement répressif des législations britannique et suédoise.

LA LÉGISLATION BRITANNIQUE. — En Angleterre, le législateur s'est toujours montré hostile à la taxation des bénéfices non distribués. Pays essentiellement libéral, toute politique d'économie dirigée y est, autant que possible, évitée.

Mais l'accroissement des charges budgétaires a cependant obligé le gouvernement à frapper lourdement les bénéfices des sociétés et surtout à éviter qu'elles ne deviennent un instrument d'évasion fiscale.

Après la guerre, un impôt sur les bénéfices des sociétés « corporation profits tax » de 5 p. 100 vint frapper les revenus des corporations *qu'ils soient ou non distribués*. S'ajoutant à « l'income tax » cet impôt était surtout destiné à frapper les bénéfices non distribués des sociétés. Il fut d'ailleurs abandonné dès 1924.

Mais le législateur s'est surtout préoccupé de lutter contre l'évasion fiscale, et les lois de finance de 1922 et 1927 sont venues établir un régime assez semblable à celui qui, aux États-Unis, atteint les « *personnal holding companies* ».

Toutes les sociétés contrôlées par moins de 5 personnes sont soumises à une surtaxe sur la portion non distribuée de leurs bénéfices. Un pourcentage raisonnable d'épargne, fixé en principe à 20 p. 100, est autorisé. Le volume des bénéfices qu'il est légitime de mettre en réserve est d'ailleurs discutable et les administrateurs peuvent faire valoir leurs raisons devant un comité : le « *Board of Referees* ». Les sommes affectées à des dépenses de premier établissement ne sont pas au regard de cet impôt considérées comme bénéfices.

Par ailleurs la société est affranchie de la taxe si, dans un délai de vingt-huit jours, ses membres se sont substitués à elle pour le paiement de l'impôt.

Cet ensemble de dispositions montre qu'il s'agit là d'une mesure très limitée dans son but et dans sa portée. Éviter les accumulations abusives de réserves par les sociétés, telle a été uniquement l'intention du législateur.

LA LÉGISLATION SUÉDOISE. — Des motifs identiques ont inspiré les dispositions prises en Suède par l'ordonnance royale du 26 juin 1933.

Cette ordonnance établit un impôt spécial dit impôt de compensation (« *ersattningsskatt* ») sur les sociétés suédoises dont les opérations consistent principalement dans l'administration des biens fonciers ou valeurs mobilières, lorsqu'elles auront distribué des bénéfices considérés comme inférieurs à la normale, étant donné la situa-

tion de l'entreprise et « lorsque les circonstances feront apparaître comme vraisemblable une intention essentielle de faire bénéficier les personnes physiques participant à l'entreprise d'une réduction de leurs impôts dans le Royaume. »

Cet impôt est fixé à 25 p. 100 du montant des bénéfices qui auraient dû être normalement distribués, montant estimé par la Commission d'Évaluation qui fonctionne pour l'impôt sur le revenu et sur la fortune.

De même que l'impôt sur le revenu et sur la fortune, l'impôt de compensation est rétroactif, c'est-à-dire que toute révision ultérieure du premier, favorable au fisc ou à l'entreprise, entraîne une révision parallèle du second.

Enfin, si avant la fin du mois d'août, suivant l'année d'imposition, la société a procédé à la répartition des bénéfices imposés, elle pourra, sur demande et après avis de la Commission d'Évaluation, se faire rembourser le montant de l'impôt antérieurement perçu.

CONCLUSION

L'étude rapide de certaines législations étrangères nous a permis de mesurer le domaine d'application actuelle de la taxation des réserves.

Sans avoir l'ampleur et la portée qu'on lui attribue généralement, cette taxation n'est en pas moins en progression très nette. Sous toutes leurs formes, les réserves des sociétés tendent à être sans cesse plus lourdement imposées. L'hostilité du législateur à l'égard des compagnies les plus puissantes et les plus riches est accrue par les difficultés que traversent les finances publiques des différents États.

Il semble d'ailleurs que cette orientation d'une politique fiscale rigoureuse à l'égard des réserves soit encore plus avancée dans les esprits que dans la législation positive. Dans les faits l'exagération d'une taxation est vite révélée par son rendement affaibli et ses inconvénients économiques. Au contraire, pour une opinion publique peu avertie des questions financières il n'y a pas de limite au prélèvement qu'il est possible d'opérer sur une richesse jugée improductive et superflue.

L'exemple de l'étranger aussi bien que les vœux de certaines catégories de la population ont incité le législateur français à pratiquer lui aussi une imposition des réserves. Mais s'il s'est inspiré de certaines expériences antérieures, le système qu'il a adopté n'en présente pas moins à beaucoup d'égards des aspects entièrement nouveaux.

DEUXIÈME PARTIE

LA TAXATION EN FRANCE

INTRODUCTION

En France, la taxation des réserves a été instituée par la loi de finance 31 décembre 1936. Les impôts proposés, votés rapidement à la Chambre des Députés, ne furent réellement discutés qu'au Sénat, plus désireux d'ailleurs d'en limiter les conséquences que d'en faciliter l'application. L'obscurité et la brièveté des textes, les caractères réellement nouveaux du principe posé exigeaient une mise au point d'ailleurs prévue dans la loi elle-même.

C'est le 28 mai 1937 qu'est intervenu le règlement d'administration publique qui en précise les conditions d'application et fournit sur certains controversés des solutions pratiques. L'imposition des réserves a fait en outre l'objet d'une importante circulaire de la Direction Générale des Contributions directes en date du 5 juin 1937.

Si la taxation des réserves a soulevé de la part des intéressés certaines protestations, c'est que dans notre pays un esprit d'épargne prononcé coexiste avec une taxation déjà fort lourde des revenus sociaux.

* * *

Le système fiscal français frappe lourdement les revenus des sociétés et ne fait bénéficier ceux qui sont mis en réserve

d'aucun traitement de faveur, faveur qui est à l'étranger un des principaux arguments invoqués pour justifier la taxation des réserves.

Tous les bénéfices supportent :

L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux au taux actuel de 14 p. 100 ;

Au moment de leur distribution, l'impôt sur les valeurs mobilières dont le taux variable peut aller jusqu'à 24 p. 100 ;

Entre les mains des actionnaires éventuellement, l'impôt général sur le revenu.

L'assiette de l'impôt sur les valeurs mobilières est conçue d'une façon telle que le passage des bénéfices dans un compte de réserves n'est en rien un avantage fiscal. Quel que soit par la suite le mode de distribution employé — en espèce en action gratuite, par augmentation de la valeur nominale ou par amortissement du capital — cette distribution est passible de l'impôt sur les valeurs mobilières de la même manière que les dividendes normaux.

Ajouter à cette rigoureuse taxation des impôts sur les réserves a paru d'autant plus illogique que dans le même temps on diminuait le tarif de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Aussi bien leur but n'est-il pas en France principalement fiscal. Il s'agissait bien moins d'augmenter les ressources du trésor que d'orienter les sociétés vers des distributions plus larges. Il en est de la taxe annuelle comme de certains droits de douane protecteurs dont on peut dire que l'objectif est d'autant mieux atteint que leur rendement est plus faible. Mais en France, le rôle des réserves est trop essentiel, et trop tenace l'esprit d'épargne, pour que cette tendance n'ait pas soulevé de nombreuses protestations.

Épris d'indépendance, plus sensible à la régularité des

revenus qu'à leur volume, à la sécurité de l'avenir qu'à un rendement immédiat élevé, les dirigeants des sociétés françaises ont presque toujours pratiqué une politique prudente d'épargne. Les réserves accumulées ont puissamment aidé les entreprises qui les possédaient à traverser une crise économique aiguë, dans laquelle les sociétés trop jeunes ou trop imprudentes pour en constituer ont parfois perdu leur existence.

Si cette politique a souvent été rigoureuse, si la masse des petits actionnaires ne l'a pas toujours approuvée, il est cependant certain qu'elle correspond dans notre pays, non seulement à une tendance naturelle, mais encore à une nécessité d'autant plus évidente que les recours au marché financier se font plus difficiles. En fait, les plus belles affaires, celles qui sur une longue période ont constitué pour leurs associés les placements les plus avantageux, se sont développés à l'aide de leurs réserves non pas thésaurisées mais investies.

Cela, les adversaires de la taxation l'ont senti et souligné à juste titre : si les distributions plus abondantes sont de nature à procurer aux actionnaires une satisfaction passagère, il est douteux que l'économie générale en tire un profit quelconque. Si la politique des réserves fut sage dans son ensemble, obliger les sociétés à augmenter leurs dividendes ne peut qu'ébranler leur solidité péniblement maintenue au milieu de circonstances difficiles. Toute atteinte à l'esprit d'épargne sous quelque forme qu'elle se produise ne peut que semer l'inquiétude si facile à germer dans l'esprit des Français et, comme le dit M. Marcel Régnier, « à la thésaurisation des sociétés, qui n'est qu'apparente dans sa masse, succéderait une thésaurisation plus réelle des particuliers toujours méfiants et

qui le deviendraient davantage en voyant porter atteinte à leurs garanties ».

Ainsi la taxe n'aurait pas sur la consommation, du moins d'une façon durable, l'influence bienfaisante souhaitée par le législateur.

Ces diverses considérations expliquent le caractère relativement modéré de l'imposition.

Les taxes instituées sont :

1° La taxe annuelle sur les bénéfices non distribués qui frappe les réserves au fur et à mesure de leur formation ;

2° Le prélèvement exceptionnel sur les réserves qui atteint une fois pour toute les réserves existantes.

TITRE I

LA TAXE ANNUELLE SUR LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

La taxe annuelle frappe au taux de 4 p. 100 (6 p. 100 pour les sociétés concessionnaires de service public) les bénéfices annuels non répartis.

La faiblesse même de ces tarifs montre qu'il s'agit plutôt d'une taxation de principe — assez similaire à celle qui a marqué les débuts de l'impôt général sur le revenu — et destinée à empêcher les accumulations abusives de réserves. Le faible rendement qui en est attendu (75 millions pour le budget 1937) suffit à souligner son caractère plus économique que fiscal, caractère dont les textes législatifs comme les interprétations administratives s'inspirent nettement.

Pour l'assiette, l'administration doit dégager d'une part la somme des bénéfices effectivement réalisés, d'autre part la somme des bénéfices effectivement distribués. L'excédent constitue la matière imposable.

Cet excédent est calculé dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles que celles qui sont en vigueur pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, c'est-à-dire que le contrôleur doit discuter avec la société intéressée les charges, amortissement et provisions susceptibles d'être déduits. La taxation n'intervient bien entendu qu'une seule fois au titre de l'exercice considéré.

Les réserves seront ainsi imposées au fur et à mesure de leur formation.

Mais si le principe de la taxation semble bien défini, son application comporte des limites relatives aux sociétés imposables, aux réserves frappées, aux conditions d'application.

CHAPITRE PREMIER

SOCIÉTÉS IMPOSABLES

PRINCIPE GÉNÉRAL. — Pour être imposables, les sociétés doivent remplir une double condition :

Condition de forme : être des sociétés de capitaux.

Condition de fonds : être passibles de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Seules par conséquent les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par action et les sociétés à responsabilité limitée sont soumises à la taxe.

Quant à l'assujettissement à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux — qui s'explique d'autant mieux que la taxe est perçue en addition à cet impôt — il ne constitue pas la plupart du temps une condition supplémentaire. L'article III du Code général des impôts directs le dit en effet formellement : « les sociétés par action et les sociétés à responsabilité limitée sont soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux quel que soit leur objet. »

Quoi qu'il en soit sont exemptes de la nouvelle taxe :

D'une part les sociétés de personnes ;

D'autre part les sociétés de capitaux qui, pour des raisons sociales ou économiques, sont nettement exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

APPLICATION. — De ce principe général il résulte d'une

part que la nationalité n'est pas prise en considération en matière de taxe annuelle contrairement à ce qui se passe pour le prélèvement exceptionnel, d'autre part certaines règles précisées d'ailleurs par le décret du 28 mai en ce qui concerne la cessation d'entreprise.

De même que l'impôt cédulaire, la taxe annuelle est exigible non en raison de la nationalité de la société, mais en raison de son activité. Ce sont non les sociétés françaises qui sont imposables, mais les bénéfices français. Les établissements étrangers des sociétés françaises ne sont pas taxés alors que les établissements français des sociétés étrangères doivent payer l'impôt. M. Lecerclé fait à ce sujet un parallèle entre la situation de l'administration des contributions directes et celle de l'enregistrement qui doit établir « une quotité imposable » au titre de l'impôt sur les valeurs mobilières. Mais, remarque-t-il, cette quotité imposable déterminée en fonction d'éléments tels que le chiffre d'affaires ou le montant de capitaux investis ne sera pas égale à la quotité déductible en matière de taxation des réserves, celle-ci devant être obligatoirement déterminée par le rapport des *bénéfices* français aux *bénéfices* totaux.

Cette imposition partielle des sociétés étrangères peut sembler bizarre, étant donné le caractère principalement économique de la taxe. Qu'importe en effet au législateur français la politique des réserves pratiquée à l'étranger. Il ne paraît qualifié ni pour la juger ni pour chercher à la modifier.

En fait, l'imposition se justifie par un souci d'égalité fiscale. Il convenait de ne pas placer les producteurs français dans une situation inférieure à celle de leurs concurrents étrangers par le paiement d'une taxe annuelle à

laquelle il ne leur sera pas toujours possible de se soustraire par une distribution totale de leurs bénéfices.

En ce qui concerne la cession ou la cessation d'entreprise, il faut distinguer si elle s'accompagne ou non de la dissolution de la société. Si la société poursuit son activité même réduite ou orientée vers la seule gestion d'un portefeuille, il n'y a aucune raison pour l'exempter de l'impôt. Et l'article 17 du décret dit formellement que dans ce cas la taxe sera perçue.

Si, au contraire, la cession ou la cessation d'entreprise s'accompagne d'une dissolution, l'exemption serait logique. En effet, la dissolution sera suivie de la répartition de l'actif net, donc de l'assujettissement prochain à l'impôt sur les valeurs mobilières. Toutefois, l'article 12 du décret subordonne l'exonération à une condition supplémentaire. Les bénéfices doivent être intégralement distribués dans le délai d'un an, qu'il s'agisse des bénéfices du dernier exercice ou de ceux qui sont susceptibles d'être réalisés au cours de la liquidation.

Cette condition est exigée pour éviter que les sociétés poursuivent leurs opérations à l'abri de liquidations anormalement longues et ne bénéficient de cette manière d'avantages fiscaux injustifiés. Mais en pratique, comme le remarque M. Lecerclé « pour les sociétés qui se liquident dans les délais normaux, ces règles n'aboutissent à aucune imposition à la taxe annuelle, puisqu'il suffira au liquidateur d'aménager ses répartitions de telle sorte que, pour chaque période d'imposition, les sommes distribuées atteignent le montant des bonis réalisés ».

Le décret prévoit d'ailleurs en cas de non-observation de ces prescriptions la responsabilité personnelle et pécuniaire du liquidateur.

CHAPITRE II

L'ASSIETTE

L'assiette de l'impôt est explicitement déterminée par l'article 22 de la loi.

« Le bénéfice non distribué est égal, dit cet article, à la différence entre le bénéfice net annuel qui a servi de base à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, y compris les revenus fonciers ou mobiliers, et le montant des sommes qui, prélevées sur ce bénéfice et distribuées aux actionnaires, ont été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou légalement exonérées de cet impôt. »

Ainsi le principe posé est clair : ce qui est taxable, c'est l'excédent du bénéfice réalisé sur le bénéfice distribué. L'établissement de la taxe exige donc la connaissance de ces deux éléments qu'il faudra comparer.

Section I. — Le bénéfice réalisé.

Pour la détermination du bénéfice réalisé, la loi pose deux principes :

1^o Assimilation avec le mode de calcul sur les bénéfices industriels et commerciaux ;

2^o Intégration dans ce bénéfice des revenus fonciers et mobiliers.

Comme on le sait, les revenus de cette nature, encaissés

par les sociétés et qui ont déjà payé les impôts cédulaires sur la propriété (bâtie ou non bâtie) ou sur les valeurs mobilières, ne sont pas compris dans le volume des bénéfices industriels et commerciaux. Cette cédule n'entend taxer, pour éviter une double imposition, que les revenus strictement industriels ou commerciaux ¹.

En matière de taxe annuelle cette exonération ne pouvait guère se justifier. Pour être en général accessoire dans la marche des entreprises, ces revenus n'en sont pas moins distribuables et ce qu'il importe de connaître pour le comparer aux sommes distribuées, c'est le bénéfice global de l'affaire ².

AMORTISSEMENTS. — La question des amortissements est, depuis qu'il existe des impôts sur les bénéfices des sociétés, l'une des plus délicates qui mettent aux prises les contribuables et le fisc. Si, dans le principe, la notion d'amortissement paraît précise, si sa distinction d'avec les provisions ou les réserves semble facile, les problèmes pratiques qui se posent sont souvent infiniment complexes. Il y a presque toujours entre l'amortissement réellement effectué et l'amortissement fiscalement déductible, une différence qui peut être considérable. L'amortissement exagéré est un des moyens les plus employés pour la constitution des réserves occultes que le législateur entend précisément frapper.

1. Ces déductions ne sont pas admises pour les sociétés d'assurance ou de capitalisation.

2. Toutefois ce principe n'a pas été admis sans discussion : le Sénat avait voté, malgré l'opposition du ministre des Finances et du Rapporteur général de la Commission un amendement tendant à ne pas tenir compte des revenus fonciers et mobiliers dans le calcul des bénéfices nets. Le point de vue du Sénat fut écarté par la Chambre et le texte initial finalement adopté.

En fait, la dépréciation exacte des éléments d'actif est pratiquement impossible à déterminer, d'où le recours obligatoire à un système forfaitaire. Ce système forfaitaire, fixé soit d'après les statuts de la société, soit d'après les usages courants, est depuis longtemps admis par l'administration en matière d'impôts cédulaires. L'article 3 du décret du 28 mai prévoit expressément la déduction des amortissements en matière de taxe annuelle dans les mêmes conditions que pour l'impôt des bénéfices industriels et commerciaux. Ainsi pour être déductibles, les amortissements devront, comme le prévoit l'article 7 du code des impôts directs :

1° Être réellement pratiqués — c'est-à-dire avoir été portés en fait dans les écritures des entreprises ;

2° Rester dans la limite fixée soit par les statuts, soit par les usages.

Dans la pratique, les dérogations à un forfait trop rigide sont possibles pour tenir compte des situations particulières, à condition de correspondre réellement à une dépréciation des éléments d'actif, les propositions des sociétés sont assez libéralement acceptées par l'administration. Une circulaire du 28 décembre 1934 recommande, en ce qui concerne l'impôt cédulaire « d'admettre les amortissements pratiqués par les entreprises d'après des taux raisonnables ». Il y a tout lieu de penser que le service s'inspirera des mêmes considérations en matière de taxe annuelle.

En particulier, dans les cas d'exercices déficitaires, il est indispensable d'autoriser les sociétés à pratiquer des amortissements complémentaires dès que l'état du compte profits et pertes le permet. En effet, certains éléments d'actif, insuffisamment amortis dans les années précédentes, sont en réalité surévalués. Si ce retard ne pouvait être comblé,

les sociétés seraient alors ou taxées sur des bénéfices inexistantes ou orientées vers la distribution de dividendes fictifs, que la loi par ailleurs punit à juste titre.

Le ministre des Finances a d'ailleurs admis dans ce cas la déduction en matière de taxe sur les réserves.

Si l'administration semble admettre assez largement les amortissements industriels raisonnables, elle ne considère pas, d'autre part, l'amortissement financier comme une charge déductible. En effet, les capitaux, qu'ils soient personnels ou empruntés, se retrouvent à la liquidation sous forme d'actif. Si les amortissements industriels sont correctement pratiqués — c'est-à-dire si les éléments d'actif sont comptés au bilan pour leur valeur exacte — l'amortissement des obligations ferait double emploi avec eux et déguiserait une constitution de réserve.

Ceci est exact dans le cas général, mais il en va autrement pour les sociétés concessionnaires. Celles-ci sont, en effet, en fin de concession, obligées de laisser *sans indemnité* à l'autorité concédante les installations édifiées à l'aide des capitaux de l'exploitant. Pour elles, il faut donc non seulement que les immobilisations soient exactement comptabilisées — amortissements industriels — mais encore qu'à l'expiration de la concession les capitaux empruntés soient remboursés, puisque les valeurs existantes en contre-partie n'appartiennent plus à l'entreprise.

Dans ce cas l'administration est bien obligée d'admettre l'amortissement financier. La somme qu'il faudra consacrer annuellement soit au remboursement des obligations, soit à l'amortissement progressif du capital, constitue une annuité totale qui est pour l'entreprise une charge déductible.

L'administration admet, bien entendu, qu'en outre, si le

matériel employé doit, pendant la durée de la concession être renouvelé, l'amortissement industriel soit pratiqué dans les mêmes conditions que pour une société ordinaire.

En résumé, il semble que sans entraver la marche normale des entreprises, le fisc cherche avant tout à déceler les dissimulations de bénéfice. En ce qui concerne l'évaluation souvent délicate de certains postes du bilan comme les stocks ou le portefeuille, les règles suivies en matière d'impôt cédulaire, sans être restrictives, étaient néanmoins très précises.

L'institution d'une taxe sur les réserves ne paraît pas être de nature à les modifier. L'évaluation peut se faire :

- 1° D'après le prix de revient ;
- 2° D'après le cours du jour de l'inventaire.

Entre ces deux procédés, les entreprises peuvent faire leur choix selon leur intérêt. Mais leur option n'est pas définitive et peut être modifiée à l'inventaire suivant.

Toutefois, certaines dérogations à ces principes sont couramment appliquées entre l'administration et les redevables :

Pour le portefeuille, les titres non cotés peuvent être évalués au-dessous du prix de revient si certains faits semblent justifier une évaluation plus modeste.

Pour les stocks, il est d'usage de faire subir, soit au prix de revient, soit au cours du jour, une certaine décote pour tenir compte des dépréciations éventuelles. Pour les matières premières en particulier, l'instruction générale des impôts sur le revenu de 1928 considère comme normale une sous-évaluation d'environ 20 p. 100.

Mais si l'administration a le souci d'adopter autant que possible la règle fiscale aux usages commerciaux, il semble que la jurisprudence du Conseil d'État soit en cette matière

beaucoup plus stricte. De nombreux arrêts considèrent la décote comme non déductible et y voient moins une charge que la constitution d'une réserve occulte. Il paraît cependant probable que l'administration appliquera à la taxe annuelle les mêmes principes qu'à l'impôt cédulaire et que des sommes admises en déduction dans un cas ne seront pas taxées dans l'autre. *A fortiori*, y aura-t-il exemption si une baisse des cours non pas possible mais probable, a obligé la société à constituer en contre-partie d'une évaluation vraisemblablement exagérée, une véritable provision.

PROVISIONS. — En matière de taxe annuelle, les provisions dûment justifiées sont exonérées par l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936.

Dans le principe, cela est tout à fait équitable et l'exonération pratiquée en matière d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux en avait par avance souligné la nécessité.

Les provisions se différencient en effet singulièrement des réserves. Elles se situent, comme le dit M. Lecerclé, « entre l'amortissement et la réserve ». Elles correspondent à une perte non pas certaine, non pas éventuelle, mais probable. En outre, elles sont, comme leur nom l'indique, essentiellement provisoires et appelées à disparaître dans un délai plus ou moins long. Si la perte se réalise, elles deviennent un amortissement. Si elle est évitée, elles se transforment en un bénéfice distribuable.

Ces différentes caractéristiques justifient amplement l'exemption. Au surplus, depuis la création de l'impôt cédulaire, une tendance de plus en plus libérale accentuée par la législation de 1934 n'a cessé de s'affirmer en ce qui concerne les provisions justifiées. La logique, le caractère

même de la taxe annuelle et les déclarations formelles du ministre des Finances indiquent que les mêmes principes seront admis pour le nouvel impôt. Dès qu'une dotation est réputée provision au regard de l'impôt cédulaire, elle est soustraite à l'application de la taxe sur les réserves.

Il est vrai que le fait pour une provision d'être justifiée ou non donne lieu à bien des controverses. Il est infiniment plus difficile de s'entendre sur une perte probable, que de constater une dépréciation certaine. On peut discuter sur l'ampleur des amortissements, non sur leur nature. L'opportunité d'une provision peut au contraire toujours être mise en doute ; il est difficile de nier le passé mais on peut toujours faire des réserves sur l'avenir.

C'est pourquoi en cette matière, des règles générales sont difficiles à formuler et tout se résume à des cas d'espèce.

Il est impossible d'étudier ici ni même de classer les différents cas susceptibles de se présenter. Toutefois en matière de provisions pour pertes au change — souvent employées dans notre période de dépréciation monétaire — la jurisprudence du Conseil d'État se montre fort restrictive. Il est cependant possible que la codification de 1934 qui adopte une notion plus large de la provision, modifie dans l'avenir la manière de voir de la Haute Assemblée. En tout état de cause le ministre des Finances a précisé dans la séance du Sénat du 24 décembre 1936, que les réserves pour fluctuation de change seraient considérées comme provision et non soumises à la taxe. Cette exonération devrait logiquement entraîner pour l'avenir une exemption parallèle de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

RÉSERVES OBLIGATOIRES. — La taxe annuelle a pour but essentiel d'obtenir des sociétés des distributions plus abon-

dantes. Il eut donc été anormal de considérer comme impossibles des bénéfices qui, *légalement*, ne sont pas distribuables. Du moment que la loi impose certaines réserves, elle ne peut pas tenter d'en encourager la distribution. L'exemption des réserves obligatoires est formellement prévue par l'article 24 de la loi, et souligne le caractère principalement économique de la taxe.

En matière d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, les sommes versées aux diverses réserves imposées par la loi sont normalement taxées. L'impôt cédulaire en effet ne se soucie pas de l'affectation des bénéfices. Il lui suffit qu'ils aient été normalement réalisés. Son caractère est exclusivement fiscal, alors que la taxe annuelle est surtout un moyen d'obtenir un certain résultat économique.

Les réserves obligatoires sont imposées à certaines sociétés, soit en raison de leur forme, soit en raison de leur objet.

La loi oblige tout d'abord les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée — celles qui sont précisément susceptibles d'être frappées par la taxe annuelle — à constituer une réserve légale en prélevant chaque année 1/20^e de leur bénéfice net. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve constituée atteint 1/10^e du capital social. Mais tant que ce total n'est pas dépassé, les sommes versées à la réserve légale ne sont pas assujetties à la taxe. Pour les sociétés d'assurance, ce prélèvement doit être de 20 p. 100 et la réserve légale ne cesse d'être alimentée que lorsqu'elle a atteint 1/5^e du capital social¹. Ce sont d'ailleurs principalement les compagnies d'assurance qui, en raison de la nature particulière de leurs opérations, sont

1. Pour les sociétés d'assurance sur la vie ou de capitalisation, la réserve de garantie tient lieu de réserve légale.

astreintes par la loi à constituer des réserves spéciales.

Les plus importantes sont les réserves mathématiques réalisées toutes les fois que les primes annuelles sont la contre-partie du versement éventuel d'un capital. C'est ainsi que les sociétés d'assurance sur la vie, sur les accidents du travail, et les entreprises de capitalisation sont obligées de constituer de telles réserves. Celles-ci sont égales à la différence entre les engagements de la compagnie et ceux des assurés.

En outre, les sociétés d'assurance sur la vie et les sociétés de capitalisation doivent également former des réserves de garanties destinées à parer aux erreurs qui peuvent se produire dans le calcul des réserves mathématiques, et pouvant s'élever jusqu'à 10 p. 100 de ces dernières.

Ces prélèvements sont légalement imposés aux compagnies pour que le gage des assurés soit suffisant. Ils constituent donc pour les sociétés assujetties une véritable charge. C'est pourquoi ils ont toujours été déduits des sommes imposables au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il faut bien entendu pour cela qu'ils restent dans les limites prévues par la loi, limites au delà desquelles leur caractère facultatif les prive de tout droit à une déduction. De la même manière, dans la mesure où elles constituent une obligation, les sommes versées aux réserves mathématiques et aux réserves de garantie n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la taxe annuelle.

DÉFICIT D'EXPLOITATION. — Au regard de l'impôt cédulaire, les déficits d'exploitation sont considérés comme des charges pour l'exercice suivant. S'il est bénéficiaire, le montant des pertes précédentes est déduit du montant im-

sable. La loi admet le report des déficits jusqu'au cinquième exercice qui suit l'exercice déficitaire. Cette disposition est assez restrictive quoique marquant un progrès sur l'état de chose antérieur et aboutit en fait à imposer la société sur des bénéfices qui, si l'on considère une longue période de son activité, sont fictifs. Mais l'imposition se justifie néanmoins par certaines considérations pratiques. On admet qu'après cinq exercices déficitaires, les pertes doivent être regardées comme définitives et entraîner une amputation du capital ou une réorganisation financière de la société. Ainsi assise sur des bases nouvelles, l'entreprise doit tenir pour réels ses bénéfices futurs. En outre, le législateur a considéré qu'admettre une déduction indéfinie des pertes serait associer trop étroitement l'intérêt de l'État à la gestion des entreprises et lier, plus encore qu'il ne l'est déjà, le rendement de l'impôt au mouvement de la vie économique.

Mais si ces remarques sont valables pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, elles ne sauraient s'appliquer à la taxe sur les réserves. S'il est en effet admissible de ne pas exonérer les pertes trop anciennes d'un impôt sur le revenu, il serait excessif de prétendre empêcher les sociétés de les amortir. Il ne saurait y avoir constitution de réserves, c'est-à-dire augmentation d'actif, avant la disparition complète des pertes subies. Aussi bien le décret du 28 mai précise-t-il à ce sujet que sont déductibles du bénéfice pris comme base de la taxe annuelle « les bénéfices affectés à l'amortissement des pertes antérieures figurant au bilan et dont le report ne peut plus être effectué en vertu de l'article 12 du code général des contributions directes.

Le décret adopte donc à ce sujet une attitude libérale puisqu'il admet une déduction refusée en matière d'impôt

cédulaire, attitude pleinement justifiée par la nature même de la taxe. Cependant les pertes antérieures à 1935 ne sont pas déductibles en matière de taxe annuelle, si la société en a demandé l'exonération au titre du prélèvement exceptionnel. Si elles ne sont pas comprises dans le calcul de l'impôt destiné à atteindre le passé, elles ne peuvent faire en même temps dans l'avenir l'objet d'une exemption.

D'ailleurs, les pertes vieilles de plus de cinq ans ne peuvent être déduites que pour leur montant figurant au bilan et ne peuvent être augmentées des revenus fonciers et mobiliers.

La question de ces revenus est, en ce qui concerne la déduction des déficits d'exploitation, extrêmement délicate et méritait d'être précisée. L'article 3 du décret fournit à ce sujet une solution pratique. Les revenus fonciers et mobiliers doivent être pour la taxe annuelle réintégrés aux résultats de l'exercice ; non seulement pour l'année d'imposition mais encore pour les années antérieures dont les déficits sont susceptibles d'être déduits des sommes imposables.

D'une manière générale, il faudra donc ajouter aux bénéfices cédulaires pour avoir la base de la taxe annuelle :

1° Les revenus fonciers et mobiliers de l'exercice imposable ;

2° Les revenus fonciers et mobiliers qui sont venus augmenter les bénéfices fiscaux des années précédentes.

C'est en effet le déficit réel que le législateur entend déduire de la taxe, non le déficit cédulaire.

Exemple. — Une société perçoit chaque année 200.000 francs de revenu foncier ou mobilier. Par ailleurs, son exploitation commerciale lui laisse :

En 1936, un déficit de 500.000 francs ;

En 1937, un bénéfice de 1 million.

Le déficit *réel* de 1936 a été de :

$$500.000 - 200.000 = 300.000 \text{ francs.}$$

Mais le déficit *cédulaire*, déductible en 1937, est de 500.000 francs. La base de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sera donc en 1937 :

$$1.000.000 - 500.000 = 500.000 \text{ francs.}$$

Au contraire la base de la taxe annuelle sera :

$$1.000.000 + 200.000 \text{ (revenus fonciers et mobiliers 1937)} \\ - 300.000 \text{ (déficit réel 1936)} = 900.000 \text{ francs.}$$

BÉNÉFICES NON FRANÇAIS. — L'article 2 du code des contributions directes limite l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux à ceux qui sont réalisés dans les entreprises exploitées en France. Comme nous l'avons déjà vu, c'est non la nationalité de la société mais le lieu de son exploitation qui importe. Une société étrangère paye l'impôt sur ses établissements français, alors qu'une société française ne doit rien pour ses établissements situés à l'étranger.

Le bénéfice réalisé pris comme base de la taxe annuelle est calculé dans les mêmes conditions. Les bénéfices cotisables à la cédule sont compris dans le calcul de la taxe. L'application de ce principe de territorialité du bénéfice n'a pas été sans soulever des controverses entre le fisc et les contribuables. Mais en ce qui concerne le nouvel impôt, les solutions de l'administration et de la jurisprudence paraissent devoir être exactement semblables à celles qui furent adoptées en matière d'impôt cédulaire.

Section II. — Le bénéfice distribué.

Une fois déterminé le bénéfice réalisé qui servira de base à l'établissement de la taxe, il faut définir le bénéfice distribué de manière à dégager l'excédent taxable.

L'article 22 de la loi stipule que les sommes distribuées déductibles sont celles qui « prélevées sur le bénéfice ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ont été taxées sur les sommes déductibles à l'impôt sur les valeurs mobilières ou ont été légalement exonérées de cet impôt ».

Ce texte définit les conditions dans lesquelles seront déductibles les bénéfices répartis. Pour apprécier ces conditions et leurs applications pratiques, il faut se rappeler que si la détermination du bénéfice réalisé était du domaine de la seule administration des contributions directes et des tribunaux administratifs, il y a en matière de distribution des éléments qui sont normalement du ressort de l'administration de l'enregistrement et des tribunaux judiciaires. Seule l'administration des contributions directes est chargée de l'établissement de la taxe sur les réserves mais elle sera ici amenée à adopter sans les discuter les solutions de l'enregistrement. Notre guide sera maintenant non plus seulement l'impôt cédulaire commercial, mais aussi la taxe sur les valeurs mobilières.

Quoi qu'il en soit, la loi prévoit que pour être déductibles, les répartitions devront présenter certains caractères déterminés.

Tout d'abord il faut qu'elles soient prélevées sur le bénéfice cédulaire commercial de l'exercice considéré, c'est-à-dire :

1° Être prélevée sur les bénéfices : provenant d'un autre

poste du bilan, elles ne sont pas déductibles *bien qu'impossibles au titre de l'impôt sur les valeurs mobilières* ;

2° Provenir du bénéfice *cédulaire* c'est-à-dire — et c'est la logique même — que les sommes considérées comme charge déductible au regard de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ne sauraient être en outre déduites en tant que sommes distribuées.

La taxe annuelle étant assise sur un excédent qui résulte de la comparaison entre deux termes, on ne peut introduire dans le second terme des sommes qui sont déjà venues diminuer le premier. C'est ainsi que seront frappés de l'impôt sur les valeurs mobilières, mais non considérés comme distribués par la taxe annuelle :

Les intérêts des obligations émises par la société ;

Les sommes distribuées aux administrateurs ou aux actionnaires et passées par frais généraux, telles que les jetons de présence ou autres allocations.

Il faut bien entendu pour cela que ces sommes aient été non seulement en fait inscrites aux frais généraux, mais encore que le fisc en ait admis la déduction pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Si comme cela peut arriver l'administration considère les jetons de présence versés aux actionnaires comme un dividende et qu'elle les réintègre dans le calcul du bénéfice *cédulaire*, leur montant doit être en contre-partie, au regard de la taxe sur les réserves, compris dans les sommes distribuées retransposables ;

3° Provenir de l'exercice même qu'il s'agit d'imposer, ainsi seuls les résultats de l'exercice sont pris en considération et la taxe sera assise sur la comparaison des bénéfices et des distributions de l'année d'imposition. Le principe posé est donc, comme le remarque M. Leclercq, que

l'impôt frappe année par année le fait de la non-distribution d'une partie des bénéfices de l'exercice considéré, isolément, sans qu'il y ait à se préoccuper de la question de savoir si cette partie sera distribuée ultérieurement.

En s'appuyant sur ce principe, les répartitions des reports bénéficiaires des exercices précédents ne devraient pas être considérés comme déductibles, et cependant ici encore la règle fiscale a dû s'assouplir pour tenir compte des usages commerciaux. La circulaire du 5 juin 1937, sans contredire le principe posé par la loi et le décret, précise « qu'étant donné la pratique courante des sociétés qui consiste à additionner le bénéfice de l'exercice avec le report bénéficiaire de l'exercice précédent, à fixer les distributions d'après le total ainsi obtenu et à reporter le nouveau reliquat, il y a lieu de considérer en pareil cas que jusqu'à concurrence du montant du bénéfice de l'exercice les sommes mises en distributions proviennent de ce bénéfice ». Ainsi pour les sociétés qui maintiennent sensiblement chaque année le même report à nouveau, toutes les sommes mises en distribution seront considérées comme déductibles.

Outre leur prélèvement sur le bénéfice cédulaire de l'exercice, les sommes composant le « bénéfice distribué » doivent avoir fait l'objet d'une véritable répartition, c'est-à-dire être sorties du patrimoine social. A condition d'être réelles, ces distributions peuvent prendre des formes diverses :

- 1° Dividendes payés en espèces aux actions ;
- 2° Répartition faite aux parts de fondateurs.

Il ne faut pas prendre en effet à la lettre le terme d'actionnaire inscrit dans l'article 22 de la loi. Outre que ce terme est sans signification à l'égard des sociétés à responsabilité limitée qui n'ont pas d'actionnaires, il ne doit pas,

même pour les sociétés anonymes, être interprété littéralement. Il serait en effet excessif de ne pas considérer comme distribué un dividende payé aux parts de fondateurs par une société statutairement obligée de leur affecter 20 p. 100 par exemple de son superbénéfice ;

3° Les tantièmes alloués aux administrateurs ;

4° Les sommes affectées au remboursement des actions ou les répartitions d'actions gratuites à condition, précise le décret, que les bénéfices de l'exercice soient affectés directement et immédiatement à la libération de ces actions.

Il faut enfin que les sommes distribuées soient frappées par l'impôt sur les valeurs mobilières ou légalement exemptées de cet impôt. A vrai dire, cette précision est à peu près inutile : la taxe sur les valeurs mobilières atteint toutes les distributions de bénéfice, sous quelque forme qu'elles soient faites, et aucun impôt n'est mieux conçu pour éviter à coup sûr la fraude légale. Seules les exemptions formellement prévues par le code permettent la distribution en franchise¹. Dans ce cas, il est normal de les considérer comme déductibles pour le calcul de la taxe annuelle. Un des buts de cette taxe est en effet d'augmenter le rendement de l'impôt sur les valeurs mobilières ; il importe donc assez peu à l'État d'encourager ou non des distributions qui, de toute manière, seront exonérées. En outre, il serait

1. Ces exemptions sont mentionnées aux articles 119 à 164 du code des valeurs mobilières. Elles sont prévues :

1° Pour des raisons économiques ou sociales et tiennent compte surtout de l'objet de la société ;

2° Pour des raisons de pure logique : exemption des titres émis par l'État ;

3° Pour des motifs d'ordre fiscal : par exemple éviter les doubles impositions. Exemption sous certaines conditions des dividendes payés à des sociétés filiales par des sociétés mères.

illogique qu'une exemption fiscale empêchât certains bénéfices d'être considérés comme distribués, et aboutît au titre de la taxe sur les réserves à une imposition dénuée de fondement véritable.

Ainsi se trouvent définies les conditions dans lesquelles les sommes distribuées peuvent être retranchées du bénéfice réalisé pour le calcul de la taxe. Mais bien que les principes posés soient d'application généralement facile, certains cas particuliers requièrent une étude spéciale.

EXPLOITATION D'ÉTABLISSEMENTS SITUÉS HORS DE FRANCE. — On se rappelle que pour le calcul du bénéfice réalisé, seuls sont pris en considération les établissements situés en France, — solution identique, — qu'il s'agisse de la taxe sur les réserves ou de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Mais pour pouvoir comparer ce bénéfice français au bénéfice distribué, il importe de ne tenir compte que des répartitions effectuées à l'aide des bénéfices d'origine française. Pour les sociétés exploitant des établissements situés hors de France, il ne pourra y avoir déduction de toutes les sommes distribuées : une vérification s'imposera pour déterminer quelle est la fraction française du bénéfice réparti. Cette détermination ne peut d'ailleurs qu'être forfaitaire. C'est pourquoi l'article 22 de la loi stipule que « en ce qui concerne les sociétés possédant des exploitations hors de France, le montant des sommes distribuées sera réduit en proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux ».

Ainsi une société fait par exemple 900.000 francs de bénéfice dont $1/3$, soit 300.000 francs, provient d'établissements situés hors de France. Elle distribue 600.000 francs.

1° Le bénéfice assujetti à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et pris comme base de la taxe annuelle est de :

$$900.000 - 300.000 = 600.000 \text{ francs ;}$$

2° Le bénéfice total ayant été réduit de $1/3$, les sommes distribuées déductibles sont réduites dans la même proportion, soit 200.000 francs. On considère donc au point de vue de la taxe que la société a distribué :

$$600.000 - 200.000 = 400.000 \text{ francs ;}$$

3° L'excédent imposable comme bénéfice non distribué est donc :

$$600.000 - 400.000 = 200.000 \text{ francs.}$$

Les entreprises doivent donc fournir au fisc toutes les déclarations lui permettant d'établir le rapport des bénéfices français aux bénéfices totaux. A cette obligation, se trouvent soumises non seulement les sociétés françaises mais aussi les sociétés étrangères possédant des établissements en France. Toutefois il sera peut-être difficile d'obtenir de ces dernières des renseignements précis. Prévoyant ce cas, l'article 5 du décret dispose que « si le rapport ne peut être établi à l'aide des renseignements et justifications fournis par la société, il sera considéré comme égal à la quotité imposable au titre de la taxe sur les valeurs mobilières ».

A cet égard, M. Lecerclé remarque fort justement que le règlement ajoute à la loi. La quotité imposable admise par l'enregistrement pour la perception de la taxe sur les valeurs mobilières est fixée en fonction d'autres éléments que le rapport des bénéfices français et totaux, et sur ce

point bien que parfaitement justifié par des raisons de commodité administrative, le décret peut paraître illégal.

AFFAIRES D'EXPORTATIONS. — Au regard de l'impôt cédulaire, les affaires d'exportations ne jouissent d'aucun avantage particulier. Pour être taxable, il suffit que le bénéfice soit réalisé par une entreprise située en France. La même solution avait prévalu dans le projet primitif du gouvernement en ce qui concerne la taxe annuelle ; mais la Chambre des Députés, dans sa séance du 27 novembre 1936, a adopté un amendement de M. Mendès France, tendant à exonérer les affaires d'exportation.

Le mécanisme de cette exemption fonctionne de la façon suivante : le bénéfice non distribué est calculé suivant les règles posées plus haut. Sur cet excédent imposable est pratiqué un abattement égal au rapport du chiffre d'affaires total au chiffre d'affaires relatif à l'exportation.

Exemple : bénéfices non distribués (excédent du bénéfice réalisé sur les sommes distribuées, 150.000 francs.

Chiffre d'affaires total de l'entreprise, 900.000 francs.

Chiffre d'affaires relatif à l'exportation 300.000 francs.

Le rapport du chiffre d'affaires d'exportation au chiffre d'affaires total est donc de $1/3$. Il faudra faire subir à l'excédent imposable un abattement de $1/3$, soit 50.000 francs. La société sera finalement imposée sur 100.000 francs de bénéfices non distribués.

Il faut remarquer qu'ici l'abattement est calculé non en fonction des rapports des bénéfices, mais en fonction des rapports des chiffres d'affaires. Cela s'explique par le fait que dans la plupart des cas la comptabilité des sociétés ne permettrait pas de déterminer exactement les bénéfices d'exportation. L'introduction du chiffre d'affaires — notion

simple et de détermination facile — s'imposait donc ici.

Quand une affaire sera-t-elle considérée comme une affaire d'exportation ?

1^o En dehors des ventes faites à destination de l'étranger, il faut considérer comme exportations celles qui sont faites pour l'Algérie, les colonies et les pays de protectorat.

2^o Mais il faut préciser que dans tous les cas, il s'agit d'exportation directe, c'est-à-dire qu'elle doit constituer la dernière vente en France de la marchandise. C'est le vendeur et non l'intermédiaire qui doit être considéré comme ayant fait l'exportation.

PLURALITÉ OU ABSENCE DE BILAN. — La pluralité ou l'absence de bilan pendant un exercice provient de ce que l'exercice social ne coïncide pas toujours avec l'année civile ni même avec une période de douze mois.

Lorsque plusieurs bilans successifs sont établis au cours d'une même année, la solution à adopter ne présente pas de réelle difficulté. Les résultats des différents bilans sont totalisés et l'on déduit du bénéfice réalisé le total des bénéfices distribués afférant aux bilans d'une même année.

Mais si aucun bilan n'a été dressé au cours de l'année précédant l'imposition, c'est-à-dire si l'administration se trouve en présence d'une part de bénéfices anciens déjà taxés, d'autre part, de bénéfices récents certainement réalisés mais non encore évalués ?

M. Lecercélé, en étudiant ce problème, avait préconisé une solution qui lui paraissait correspondre au caractère de la taxe annuelle et à l'esprit de l'article 22, lequel a calqué l'assiette de la taxe sur celle de l'impôt cédulaire.

Dans le cas d'absence de bilan, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est établi sur les bénéfices de la

période écoulée depuis la fin du dernier exercice imposé jusqu'au 31 décembre de l'année précédant celle de l'imposition. Ainsi une société dont le dernier exercice imposé s'étend du 1^{er} janvier 1935 au 31 décembre 1935 (bilan établi à cette date) ne dresse pas le bilan pour l'année 1936 et le reporte au 31 mars 1937. Son imposition sera établie de la manière suivante :

1° Au titre de 1936, imposition sur les résultats de 1935 d'après le bilan établi au 31 décembre ;

2° Au titre de 1937, imposition d'après les bénéfices réalisés du 1^{er} janvier 1936 au 31 décembre 1936, d'après une déclaration approximative à fournir par la société.

3° Au titre de 1938, imposition sur les bénéfices réalisés pendant l'exercice 1^{er} janvier 1936-31 mars 1937, d'après le bilan établi à cette date, bénéfice dont on déduira celui qui a déjà été imposé au titre de l'année 1937.

4° Pour les années suivantes, imposition normale d'après le dernier bilan établi.

En partant de cette solution adoptée en matière d'impôts cédulaires, M. Lecercle pensait que la taxe dût s'établir en comparant au bénéfice réputé réalisé pendant l'année précédant celle de l'imposition (bénéfice cédulairement imposé) une cote-part du bénéfice distribué à la clôture de l'exercice, cote-part qui serait forfaitairement fixée au prorata de la durée de l'exercice par rapport à la période soumise à l'impôt cédulaire.

Dans notre exemple, la taxe annuelle établie pour 1937 serait calculée en retranchant du bénéfice soumis à l'impôt cédulaire de 1937 (période du 1^{er} janvier 1936 au 31 décembre 1936) les $12/15^e$ du bénéfice distribué après approbation du bilan du 31 mars 1937 (réduction dans le rapport

de la période imposable de douze mois à l'exercice de quinze mois).

Mais le décret dans son article 2 adopte une solution plus simple mais peut-être moins juridique. Il décide que dans le cas où aucun bilan n'a été dressé, le bénéfice retenu pour le calcul de l'impôt cédulaire n'est pas soumis à la taxe sur les bénéfices non distribués ; mais pour le calcul de la taxe due au titre de l'année suivant celle de la clôture de l'exercice, il est fait état des résultats afférents à cet exercice, y compris la fraction antérieurement taxée à l'impôt cédulaire.

Ainsi dans notre exemple :

1° Au titre de 1937, pas de taxe annuelle ;

2° Au titre de 1938, taxe annuelle établie d'après la comparaison du bénéfice réalisé et du bénéfice distribué pour l'exercice 1^{er} janvier 1936-31 mars 1937.

CHAPITRE III

CONDITIONS D'APPLICATION

Section 1. — Tarif.

Le taux de la taxe sur les bénéfices non distribués est fixé par l'article 22 de la loi à 4 p. 100. C'est, comme l'impôt cédulaire, un impôt proportionnel et réel.

L'article porte ce taux à 6 p. 100 pour les compagnies concessionnaires, fermières ou régisseur intéressés de service public.

Cette surcharge se justifie-t-elle ? Sans doute les entreprises fournissant au public des services de première nécessité à des prix qui, fixés par règlement, n'ont guère varié au cours de la crise, ont-elles généralement peu souffert de la dépression générale des affaires. Mais si leurs bénéfices se sont maintenus, les impôts qu'elles ont payés ont été proportionnels à ces bénéfices relativement élevés. Une surtaxe semble donc, ainsi que le remarque M. Lecercle, imposer deux fois l'avantage qu'elles ont retiré de la situation particulière.

En réalité, la majoration de taux s'explique surtout par l'hostilité du législateur à l'égard de ce genre d'entreprise et aussi par le fait que contrairement à ce qui se passe à l'étranger et notamment aux États-Unis, les sociétés de services publics forment volontiers de puissantes réserves.

Pour déterminer les cas dans lesquels une compagnie

sera considérée comme concessionnaire et imposée au taux majoré de 6 p. 100, il semble que l'on peut se référer dans une certaine mesure aux règles qui ont été suivies pour l'application des décrets-lois de 1935. D'une manière générale, si l'on fait abstraction des compagnies subventionnées qui ne sont pas visées par la majoration de l'article 25, on peut considérer que toutes les sociétés qui rentrent dans le cadre de l'application du prélèvement de 10 p. 100 doivent être, au titre de la taxe annuelle, imposées au taux de 6 p. 100.

En tout cas, s'il y a doute, la majoration ne devra être appliquée qu'aux entreprises remplissant les deux conditions suivantes :

1^o Être concessionnaire, fermière ou régisseur intéressé ;

2^o Exploiter un service public.

Mais que faut-il décider dans le cas où l'activité de la société est complexe et comprend des bénéfices provenant de l'exploitation de services publics et des bénéfices résultant d'une activité purement privée ? La loi était muette sur ce point et ses commentateurs en étaient réduits à formuler des hypothèses. Devait-on opérer une ventilation des bénéfices en appliquant à chaque catégorie le taux convenable ? ou imposer la totalité des bénéfices de la société d'après la nature de son activité principale ?

Le décret de 1937 est venu résoudre la question en adoptant la première solution. La fraction des bénéfices non distribués provenant de l'exploitation des seuls services publics est imposable au taux de 6 p. 100. Pour le calcul de cette fraction, le bénéfice non distribué est réparti entre les deux branches de l'activité sociale au prorata des bénéfices nets qui en proviennent, ou, si la comptabilité ne

permet pas de déterminer les bénéfices nets au prorata des bénéfices bruts ou des chiffres d'affaires.

Section II. — Le recouvrement.

La procédure de recouvrement de la taxe annuelle est comme l'assiette calquée sur celle de l'impôt cédulaire. Les déclarations du contribuable font l'objet du même contrôle et aboutissent en cas de désaccord à un contentieux identique.

Le décret du 28 mai 1937 astreint les sociétés à faire au contrôleur des contributions directes une déclaration spéciale qui vient compléter la déclaration souscrite annuellement pour l'impôt cédulaire. Cette déclaration doit indiquer :

1° Le bénéfice net déclaré pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;

2° Le montant des revenus fonciers et mobiliers non compris dans ce bénéfice ;

3° Le montant des sommes prélevées sur les bénéfices et affectées à des amortissements ou à des réserves obligatoires ;

4° Le montant des sommes distribuées aux titulaires des droits sociaux à l'exception de celles qui ont été admises en déduction pour l'établissement de l'impôt cédulaire ;

5° Le montant des sommes susceptibles d'être ajoutées à ces distributions (rémunération des associés gérants qui est comprise dans l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux).

En outre les sociétés possédant des exploitations hors de France, celles qui se livrent à l'exportation ou celles qui

exploitent concurremment les services publics où des entreprises privées doivent faire envoyer les pièces nécessaires à l'établissement de la taxe ou justifiant les exonérations auxquelles elles ont droit.

Les sociétés étrangères doivent en outre déclarer la quotité imposable qui leur a été assignée pour la perception de l'impôt sur les valeurs mobilières, et faire savoir si elles veulent être imposées sur le rapport de leurs bénéfices français à leurs bénéfices totaux (en fournissant les justifications nécessaires), ou sur le rapport de la quotité imposable au total des sommes distribuées.

Toutes les entreprises doivent joindre également à ces déclarations la copie des documents déposés au bureau de l'enregistrement pour la perception de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Le délai accordé pour la production de la déclaration spéciale est en principe le même qu'en matière d'impôt cédulaire. Toutefois, lorsque le bilan n'a pas encore été approuvé au 31 mars de l'année d'imposition (date ultime pour la déclaration relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux), la société ne sera tenue de fournir sa déclaration spéciale que dans les trente jours qui suivront la décision des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice. Elle ne pourrait d'ailleurs la fournir avant l'assemblée générale, dans l'ignorance où elle se trouve du montant des sommes distribuées.

En possession de tous ces documents, l'Administration peut établir et calculer la taxe, mais le contrôleur des contributions directes peut exiger toutes les justifications qui lui paraissent nécessaires. Ce contrôle s'exerce exactement dans les mêmes conditions qu'en matière d'impôt cédulaire, qu'il s'agisse de la production des documents comp-

tables, de la rectification des déclarations ou de l'intervention de la commission consultative, la procédure se déroule dans les deux cas d'une manière identique.

Le contentieux de la taxe annuelle est également calqué sur celui de l'impôt commercial. Les réclamations doivent être présentées au Directeur départemental des contributions directes et en cas de rejet l'affaire va devant le Conseil de Préfecture et en Appel au Conseil d'État.

L'article 13 du décret rend applicable à la taxe annuelle les articles 139 à 150 du Code des impôts directs qui traitent de l'imposition des droits omis, de la mise en recouvrement des rôles, des majorations d'impôts et des pénalités.

TITRE II

LE PRÉLÈVEMENT EXCEPTIONNEL SUR LES RÉSERVES

Le prélèvement exceptionnel a soulevé des protestations beaucoup plus vives que la taxe annuelle. Le principe n'en fut accepté au Sénat qu'après de laborieuses discussions et le projet du gouvernement a subi à la Haute-Assemblée des modifications qui en restreignent singulièrement le champ d'application.

Aussi bien la nouveauté de cette imposition et les craintes qu'elle faisait naître pour l'avenir ne pouvaient manquer de provoquer les critiques du monde des affaires.

Ces critiques sont excellemment précisées et mises en relief dans un rapport présenté le 19 novembre 1936 à la section de législation de la Fédération des industriels et des commerçants français. Un triple reproche est fait au prélèvement alors envisagé : il pose le principe d'une taxation du capital, il constitue une imposition rétroactive, il permet l'arbitraire.

Frappant le capital, il présente des difficultés de recouvrement qui peuvent avoir de fâcheuses répercussions sur la vie économique. Pour prendre un exemple extrême, la Société Citroën, qui présentait à la veille de sa faillite plusieurs centaines de millions de réserves, n'était certainement pas en état de payer les sommes considérables qu'elle aurait dues au titre du prélèvement. Le rapport précise que « les réserves, si élevées soient-elles, n'ont aucune relation

ni avec la prospérité de l'affaire, ni avec ses facultés contributives, ni avec sa trésorerie. »

Comme tous les prélèvements, celui de la loi de 1936 frappe une fois pour toutes des situations acquises et ne se justifierait dans une certaine mesure que pour faire face à des dépenses extraordinaires. En outre, s'appliquant au bilan clos en 1935, il devait atteindre en 1937 des réserves qui, si elles ont été distribuées en 1936, n'existaient plus.

Mais ce qui inquiétait surtout les industriels et les commerçants, c'était la possibilité d'une réévaluation des bilans dont ils redoutaient l'arbitraire.

En fait si le prélèvement est extrêmement discutable dans son principe, il semble assez modéré dans son application, et les craintes qu'il avait fait naître sont peut-être excessives dans l'état actuel de la législation. Certes son caractère est, contrairement à celui de la taxe annuelle, essentiellement fiscal et toutes les précautions ont été prises pour qu'il n'y ait aucune solution de continuité entre les deux formes de taxation des réserves, celle qui frappe le passé et celle qui frappe l'avenir. Le rendement qui en est attendu, 800 millions (d'après l'estimation peut-être optimiste de 1937), montre qu'il ne s'agit pas là d'un impôt négligeable.

Il semble cependant que le législateur se soit préoccupé d'en restreindre autant que possible la portée pratique.

CHAPITRE PREMIER

SOCIÉTÉS IMPOSABLES

Pour être soumises au prélèvement exceptionnel, les sociétés doivent remplir une triple condition de forme, de nationalité et d'ancienneté.

La condition de forme imposant les seules sociétés de capitaux est exactement la même qu'en matière de taxe annuelle et ne mérite pas une étude spéciale ¹.

Section I. — Nationalité.

L'article 23 limite aux seules sociétés françaises le domaine d'application du prélèvement. Ainsi, contrairement à ce qui se passe en matière de taxe annuelle ou d'impôt cédulaire, la détermination de la nationalité a pour le prélèvement une extrême importance.

Cette détermination n'est pas toujours facile ; bien des criteria de distinction ont été proposés. Mais aujourd'hui la doctrine, la jurisprudence et l'administration semblent avoir depuis l'arrêt de la Cour de Cassation de 1870, définitivement adopté le système du siège social.

Ce système d'application simple a le tort, aux yeux de certains critiques, de paraître absolument arbitraire. Ce n'est cependant là qu'une apparence. Le lieu du siège

1. Voir ci-dessus taxe annuelle, p. 7, deuxième partie.

social n'est pas fixé d'après le seul bon plaisir des organisateurs. La déclaration qu'ils font à cet égard doit être justifiée. La définition du siège social est précise : le conseil d'administration, les organes de direction doivent s'y réunir et y diriger effectivement l'entreprise. Le caractère réel du siège social peut être éventuellement discuté devant les tribunaux et leur appréciation à ce sujet est une pure question de fait.

Le ministre des Finances a d'ailleurs décidé que, par exemple, le transfert dans une colonie du siège social d'une société française ne saurait la soustraire aux impôts français si les assemblées générales devaient avoir lieu sur le territoire métropolitain et si en fait le transfert ne s'expliquait pratiquement que par des considérations d'ordre fiscal.

Si donc le siège social effectif est en France, la société sera passible du prélèvement. Peu importe à cet égard que la majorité des capitaux appartienne ou non à des Français, mais en revanche, si une société a son siège social à l'étranger ou aux colonies, le fait qu'elle est pratiquement contrôlée par des Français ne saurait la rendre imposable.

Section II. — Ancienneté.

L'article 23 spécifie que les sociétés n'ayant pas plus de cinq ans d'existence au 1^{er} janvier 1936 sont exemptes du prélèvement.

Cette disposition n'a été introduite dans la loi que lors des discussions parlementaires. Le projet initial du gouvernement ne prévoyait rien de semblable. C'est devant la résistance du Sénat que le gouvernement dut admettre

une exonération en faveur des sociétés de création récente. Cette exonération se justifie par le fait que les entreprises en plein développement ont besoin d'investir des capitaux nouveaux et n'ont pas toujours pour s'en procurer à l'extérieur, la possibilité d'offrir à des prêteurs éventuels les garanties de stabilité et la surface financière nécessaires à l'obtention d'un crédit dans de bonnes conditions. En réalité la disposition de l'article 23 est sans grande portée pratique, car il est rare de voir de jeunes sociétés constituer dans les premières années de leur fonctionnement d'importantes réserves.

Quoiqu'il en soit cet article, précisé par l'article 14 du décret d'application, ne soumet les sociétés au prélèvement que sous une double condition :

1^o Exister à la date du 1^{er} janvier 1936.

2^o Avoir à cette date au moins cinq ans d'existence.

Pour savoir si une société est ou non imposable, il convient donc d'examiner sa situation au 1^{er} janvier 1936.

Si à cette date elle a la forme d'une société par actions ou d'une société à responsabilité limitée et plus de cinq ans d'existence, le prélèvement lui est appliqué. Encore faut-il spécifier que pour les sociétés de personnes qui se sont transformées en sociétés de capitaux le prélèvement n'est dû que sur la fraction des réserves constituées depuis la transformation. En effet, les réserves accumulées par une société de personnes sont frappées par l'impôt général sur le revenu.

Mais le principe posé par l'article 23 entraîne des difficultés en cas de dissolution ou de fusion de sociétés.

DISSOLUTION. — En cas de dissolution, la question qui doit se poser est la suivante : la société a-t-elle gardé une

personnalité propre au 1^{er} janvier 1936 ? Dans l'affirmative elle est imposable. C'est pourquoi l'article 15 du décret dispose que les entreprises en liquidation sont, bien que dissoutes, soumises au prélèvement. Elles conservent en effet, tant que la liquidation n'est pas terminée, une personnalité distincte et une certaine activité. Mais il est précisé que le prélèvement ne s'applique qu'au montant de l'actif restant à répartir au 1^{er} janvier 1937, ce qui fait que les sociétés dont la liquidation s'est achevée dans le courant de 1936 échappent en fait à l'impôt.

Donc en matière de dissolution, le véritable critérium admis par l'administration pour soumettre ou non la société au prélèvement est l'achèvement total de la liquidation au 1^{er} janvier 1937.

M. Lecerclé avait, avant la parution du décret, préconisé la non-imposition des sociétés en liquidation au 1^{er} janvier 1936. Il lui semblait que de telles sociétés n'avaient plus qu'une personnalité virtuelle et une activité limitée aux besoins de la liquidation, et qu'en tout cas leurs réserves avaient fait ou devaient faire prochainement l'objet de répartitions.

A cela on peut répondre que les entreprises ont quand même conservé leur personnalité et que certaines liquidations peuvent se prolonger fort longtemps et dissimuler une activité réelle. Mais il semble surtout qu'ici s'oppose le caractère fiscal du prélèvement et le caractère économique de la taxe annuelle. Le prélèvement n'a pas pour but d'obtenir des répartitions, mais de frapper certaines sommes. Les distributions déjà faites ne sont évidemment pas taxées, mais en ce qui concerne les répartitions prochaines sans doute, mais futures, il ne s'agit nullement de les accroître ou de les hâter, mais seulement de préle-

ver sur les réserves existantes un certain pourcentage.

Dans son commentaire du décret du 28 mai, M. Leclercq constate la divergence qui existe entre ses prévisions et les dispositions du décret et ajoute que la règle opposée risque de soulever des difficultés pratiques d'application. Tout d'abord, pour éviter qu'à la date de la promulgation de la loi (1^{er} janvier 1937) le liquidateur ayant réparti en 1936 la quasi-totalité de l'actif social, n'ait plus les sommes nécessaires au paiement de l'impôt, l'article 20 du décret a dû limiter la portée de l'article 15 et prévoir, comme nous l'avons vu, que le prélèvement ne serait dû que sur l'actif à répartir au 1^{er} janvier 1937.

Ensuite, au cas vraisemblable où aucun bilan n'aurait été établi en 1935, sur quelles bases calculer le prélèvement ? La solution de l'article 15 du décret¹ semble, comme le dit M. Lecerclé, « prendre quelque liberté avec l'article 23 de la loi ».

FUSIONS. — Le cas des fusions de sociétés apparaît comme plus complexe encore. La question mérite d'autant plus une solution précise qu'un certain nombre de sociétés en prévision de réformes sociales possibles ont, en 1936, modifié leur structure, et en particulier fusionné entre elles.

Malheureusement la loi et les décrets restent muets sur cette importante question ; il appartiendra donc à la jurisprudence de trancher les différends qui ne pourront guère manquer de se produire. Mais l'administration a précisé son attitude dans la circulaire de la Direction générale des Contributions directes du 5 juin 1937.

1. Voir ci-dessous, chap. II, assiette, p. 112.

Le critérium de distinction adopté est le caractère total de la fusion ou non. La fusion n'est pas totale lorsque la société absorbée, tout en faisant à la société absorbante l'apport de son actif, s'en réserve une fraction qui lui permettra d'assurer elle-même la liquidation de son passif. Dans ce cas, elle conserve une autonomie partielle et une personnalité distincte et l'imposition se fera en appliquant les règles générales, c'est-à-dire imposition de l'excédent de l'actif sur le passif si la liquidation n'est pas terminée au 1^{er} janvier 1937.

S'il y a eu fusion totale, si la société absorbée a apporté à la fois son actif et son passif à la société absorbante et s'est confondue avec elle en droit comme en fait dès la réalisation de la fusion, il y a lieu de distinguer entre les fusions antérieures et postérieures au 1^{er} janvier 1936.

1^o *Fusion antérieure au 1^{er} janvier 1936.* — Tout d'abord si la fusion a eu lieu depuis plus de cinq ans, c'est-à-dire avant le 1^{er} janvier 1931, l'administration se trouve en présence d'une seule société réalisant la condition d'ancienneté nécessaire, et le prélèvement est dû normalement.

Si la fusion ne remonte pas au delà du 1^{er} janvier 1931, le prélèvement n'est dû que si, ou la société absorbante ou l'une des sociétés absorbées ont été constituées avant le 1^{er} janvier 1931.

2^o *Fusion effectuée en 1936.* — Dans ce cas l'administration se trouve à la date de la liquidation du prélèvement (1^{er} janvier 1936) en présence de plusieurs sociétés, tandis qu'au 1^{er} janvier 1937, année où la cotisation est établie, il n'y a plus qu'un être moral unique. Il y a lieu alors d'examiner séparément la situation des différentes sociétés au 1^{er} janvier 1936 : le prélèvement sera applicable à celles qui, à cette date, avaient plus de cinq ans d'existence et

qui seront imposées pour leur propre compte, quel que soit le sort des autres. Mais la société absorbante sera responsable personnellement du paiement du prélèvement. Pour son propre compte, cette société absorbante ne sera imposable que si elle a plus de cinq ans d'existence (ce qui ne sera jamais le cas lorsque la fusion aura été réalisée avec création d'une société nouvelle).

Telle est la position de l'administration ; elle semble d'une manière générale fort raisonnable et s'appuie sur les deux principes fondamentaux posés par la loi :

Existence au 1^{er} janvier 1936.

Création antérieure au 1^{er} janvier 1931.

CHAPITRE II

ASSIETTE

L'article 23 de la loi indique les principes qui seront appliqués pour l'assiette du prélèvement.

Il s'agit essentiellement de frapper les réserves existantes au 31 décembre 1935 de manière à ce qu'il n'y ait pas de solution de continuité entre la taxation opérée par le prélèvement et celle qui incombe à la taxe annuelle. Il faut donc que le bilan pris comme base soit celui qui se rapporte à l'exercice clos en 1935.

Mais l'intention formelle du législateur a été de frapper d'une part toutes les réserves réelles, qu'elles soient ou non apparentes, et d'autre part seulement les réserves constituées à l'aide de bénéfices. Il y a donc lieu :

- 1° D'examiner le bilan qui doit être retenu pour l'assiette du prélèvement ;
- 2° De rechercher les réserves occultes ;
- 3° De déterminer les réserves qui ne sont pas taxables.

Section I. — Bilan à retenir pour l'assiette du prélèvement.

Le principe posé en la matière paraît simple. Le bilan à retenir pour l'assiette de l'impôt est celui qui se rapporte à l'exercice clos en 1935. Mais son application soulève des problèmes délicats et d'une portée pratique considérable.

Tout d'abord il a été spécifié au Sénat que « le bilan dont il sera fait état devra être le bilan définitif de l'exercice 1935 et que les réserves distribuées en 1936 seront exemptées de la taxe ». Cette précision est d'autant plus intéressante qu'elle ne découle pas naturellement du texte de la loi et que les distributions faites en 1936 en prévision d'une taxation des réserves ont été fort importantes.

L'article 15 du décret a d'ailleurs confirmé sur ce point les déclarations de M. le Rapporteur général en stipulant que « le bilan dont il y a lieu de faire état est le bilan définitif de l'exercice clos en 1935 après application des répartitions décidées par l'Assemblée des Actionnaires qui s'est prononcée sur les comptes dudit exercice ».

Ainsi les sommes que l'Assemblée générale a affectées à des amortissements fiscalement justifiés ou dont elle a prescrit la distribution ne sont pas comprises dans le calcul de l'impôt.

Mais que décider pour des distributions effectuées en 1936 mais ordonnées postérieurement à l'approbation des comptes par une Assemblée extraordinaire ? Si l'on s'en tient aux déclarations faites au Sénat par M. Abel Gardey, il semble qu'elles doivent être exemptées. Mais ni la lettre, ni l'esprit de la loi ou du décret ne paraissent justifier cette exemption. Le prélèvement n'a pas, comme la taxe annuelle, pour but de précipiter ou d'augmenter des répartitions de réserves : il taxe les réserves existantes. D'autre part l'article 15 du décret semble bien prescrire la taxation de toutes les réserves susceptibles d'être dégagées au bilan de 1935, et dont la répartition n'a pas été prévue par l'Assemblée ordinaire qui s'est prononcée sur les comptes.

Au reste l'administration, dans sa circulaire du 5 juin, a déjà précisé l'interprétation qu'elle entend donner à ces

textes. Les réserves imposables sont à son point de vue celles qui se dégagent du bilan de 1935 après approbation des comptes par l'Assemblée générale ordinaire. Toute répartition décidée ultérieurement doit donc rester sans influence sur les bases du prélèvement.

Il est probable que cette question importante, en raison des nombreuses distributions exceptionnelles qui ont eu lieu en 1936, feront l'objet de recours contentieux qui permettront de connaître sous peu l'opinion de la jurisprudence.

ABSENCE DE BILAN EN 1935. — Le décret règle ce cas dans son article 15 qui, s'il a le mérite d'apporter à la question une solution pratique et raisonnable, a l'inconvénient de transgresser assez nettement la lettre de la loi.

Si une société ayant changé la date de ses exercices n'a pas dressé de bilan en 1935, l'imposition sera établie sur le bilan de 1936 (qui clos l'exercice de transition s'étant étendu sur toute l'année 1935 et une partie de l'année 1936). Mais si la société ne dresse pas de bilan en 1936, le bilan sera établi sur une situation provisoire et non sur le bilan susceptible d'être dressé en 1937 ou dans les années suivantes, ce qui aurait pour effet de prendre en considération une situation trop éloignée de ce qu'elle était réellement à la fin de 1935.

Dans aucun des deux cas l'impôt n'est assis, et pour cause, sur le bilan afférent à l'exercice clos en 1935. Dans le premier, il repose sur un exercice clos en 1936; dans le second, sur une simple situation dont l'établissement, remarque M. Lecerclé, « pourra d'ailleurs soulever d'assez sérieuses difficultés d'évaluation ».

En ce qui concerne les sociétés en liquidation qui sont,

comme nous l'avons vu, imposables, le prélèvement est assis sur le montant *présumé* des réserves existant au 31 décembre 1935. Comme aucun bilan n'a été établi en 1935, il y a lieu de prendre comme base les réserves accusées par le dernier bilan, desquelles il faudra retrancher les sommes réparties postérieurement ¹ et auxquelles il faudra ajouter les bénéfices réalisés.

Section II. — Réserves occultes.

Le texte de la loi indique formellement que le prélèvement s'appliquera aux réserves « susceptibles d'être dégagées de divers postes de l'actif ou du passif des bilans ».

L'intention très nette du législateur a donc été non seulement d'atteindre les réserves portées au bilan, mais aussi par un examen de ce bilan, par la comparaison de l'actif et du passif, les réserves qui n'y sont pas inscrites. La recherche des réserves occultes semble poser le principe de la réévaluation des bilans dont les multiples dangers ont été soulignés par les adversaires de la taxation. En fait, il y a lieu de penser que le principe posé aura une portée pratique limitée. L'esprit dans lequel l'administration envisage sa tâche aussi bien que l'intention même du législateur, ne permettent pas de supposer que l'on procédera à une révision systématique de tous les postes du bilan qui mettrait en cause toutes les formules d'évaluation et tous les plans d'amortissement pratiqués depuis l'origine de la société.

Sans doute l'administration a-t-elle le droit et le devoir de redresser certaines erreurs ou de discuter certaines

1. Les sommes distribuées ne sont retranchées que dans la mesure où elles excèdent le capital social réputé remboursé d'abord.

évaluations. Mais il ne peut s'agir de bouleverser la vie des sociétés ou d'entraver leur fonctionnement normal. Comme le souhaite et le pense M. Lecerclé, « une présomption d'exactitude doit s'attacher aux estimations de l'entreprise et dans les cas vraisemblablement exceptionnels où l'administration entendra redresser certaines de ses estimations, il lui appartiendra d'apporter la preuve de l'existence des réserves occultes. »

Au surplus, l'administration précise dans sa circulaire du 5 juin son attitude à ce sujet. Elle divise les réserves non apparentes en réserves latentes qui proviennent de l'augmentation de valeur des éléments d'actif et réserves occultes qui proviennent d'actes intentionnels de la société. Les secondes sont seules imposables.

Les règles d'évaluation qui sont suivies en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sont également appliquées par l'administration en ce qui concerne le prélèvement. Il en résulte logiquement que les plus-values relatives aux immobilisations ne doivent pas être considérées comme réserves taxables si elles ne sont point passibles de l'impôt cédulaire.

L'estimation des stocks et du portefeuille ne peut pas dès lors faire l'objet de grandes difficultés. Les principes posés en matière de taxe annuelle jouent normalement ici. Le prix de revient ou le prix d'achat d'une part, le cours du jour avec ou sans affectation d'une décote d'usage d'autre part, sont pris comme base d'évaluation. Il ne semble donc pas que le *bilan fiscal* relatif au prélèvement soit beaucoup plus différent du *bilan comptable* qu'en matière d'impôt cédulaire.

Toutefois la question des amortissements peut ici encore donner lieu à des discussions. L'amortissement étant

un moyen forfaitaire d'estimer une dépréciation, il arrive généralement que la valeur comptable des immobilisations est très différente de leur valeur réelle. En particulier, un élément quelconque d'actif totalement amorti, donc compté pour zéro au bilan, peut avoir quand même une certaine valeur marchande et même être encore utilisable dans l'entreprise.

Y a-t-il là réserve occulte ?

Le décret précise que si la comptabilisation pour zéro, ou d'une immobilisation quelconque est le résultat d'amortissements normaux faits à des taux généralement pratiqués dans l'industrie considérée, il n'y a pas lieu de tenir la différence entre la valeur réelle et la valeur comptable pour une réserve occulte. Si au contraire les amortissements paraissent exagérés, il faut au contraire considérer l'excédent comme une réserve imposable.

Il semble raisonnable de penser que si les amortissements pratiqués par la société ont été admis dans le passé en déduction des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'administration ne saurait sans se contredire elle-même les considérer comme excessifs en regard du prélèvement sur les réserves. Dans le cas au contraire où non reconnus déductibles les amortissements auraient été néanmoins pratiqués, ils constitueraient certainement des réserves occultes. Ces considérations paraissent bien avoir inspiré les directives données en la matière par la circulaire de la Direction générale des Contributions directes.

Elle limite tout d'abord la révision des amortissements aux cas susceptibles d'avoir une répercussion pratique sur l'assiette du prélèvement à savoir :

1° L'examen des amortissements afférents à des éléments

qui n'étaient pas encore parvenus au terme de la durée normale d'amortissement à la date de la clôture de l'exercice 1935 ;

2° A la recherche des éléments qui, parvenus au terme de leur durée normale à cette date, auraient été amortis au delà de leur prix de revient.

En ce qui concerne les premiers éléments, il suffit de constater la concordance entre les amortissements accusés par la société et ceux dont il a été tenu compte pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Pour les exercices antérieurs à l'application de cet impôt, les amortissements réellement effectués par la société sont retenus comme base. Si le total ainsi obtenu se révélait inférieur au chiffre d'amortissement accusé par la société, l'excédent serait considéré comme une réserve occulte.

Pour les éléments parvenus au terme de leur durée normale à la clôture de l'exercice 1935, il s'agit de vérifier la concordance entre les amortissements pratiqués et les prix de revient. Si cette vérification laisse apparaître un excédent d'amortissement, il est également soumis au prélèvement.

Il ne semble pas que sur ces bases la révision des bilans puisse donner lieu à des difficultés sérieuses. Étroitement limitée à des cas particuliers, pratiquée en suivant des règles déjà admises et connues, la réévaluation ne saurait ni inquiéter sérieusement les contribuables, ni imposer à l'administration un surcroît de travail hors de proportion avec le rendement de l'impôt.

Sur un point seulement l'interprétation de la circulaire conduit à une interprétation vraiment rigoureuse. Interprétant littéralement l'article 17 du décret, elle n'admet

en déduction que les amortissements réellement pratiqués. Cette restriction tout à fait légitime en matière d'*impôt annuel sur des bénéfices* est absolument illogique en ce qui concerne le *prélèvement sur des réserves existantes*. Elle aboutit en effet dans le cas où l'état de son compte profits et pertes n'aurait pas permis à une société de pratiquer sur ses immobilisations des amortissements normaux, à taxer des réserves absolument fictives. L'actif porté au bilan étant, faute d'amortissements suffisants, surévalué, les réserves antérieurement constituées ne correspondent plus à la réalité. Cette imposition paraît donc injuste et d'autant plus inopportune qu'elle vient frapper une entreprise dont la situation est déjà ébranlée.

Section III. — Réserves apparentes non imposables.

De même que les réserves apparentes ne sont pas les seules taxées, de même parmi elles toutes ne sont pas imposées. Le législateur a entendu frapper non l'apparence extérieure, mais la réalité des choses. Les réserves soumises au prélèvement doivent remplir une triple condition :

- 1^o Provenir de bénéfices ;
- 2^o Être d'origine française ;
- 3^o Ne pas résulter d'une obligation légale.

EXEMPTION DES RÉSERVES NE PROVENANT PAS DE BÉNÉFICES. — Il résulte de l'article 24 de la loi et de l'article 16 du décret, que le législateur n'a voulu taxer que les réserves provenant de bénéfices. De ce principe découle normalement la non-imposition des réserves pour primes d'émission et des réserves de réévaluation.

Les premières sont considérées non comme un bénéfice,

mais comme un supplément d'apport. Le droit fiscal les a toujours considérées sous cet angle : leur non-imposition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et en cas de restitution, à l'impôt sur les valeurs mobilières, et au contraire leur soumission au droit d'apport et au droit de timbre prouvent nettement le caractère que leur attribue la loi.

Il en est de même en matière d'impôt sur les réserves. Après les déclarations du ministre des Finances qui s'est déclaré d'accord avec M. Denais, auteur d'un amendement aux termes duquel « les réserves constituées avec les primes d'émission ne seront pas taxées », l'article 16 du décret d'application les exempté formellement de l'impôt.

Quant aux réserves de réévaluation, elles ont fait à la Chambre l'objet d'une discussion longue et confuse. Il s'agissait surtout de savoir si la plus-value prise par les immobilisations en raison des événements monétaires était susceptible de constituer une réserve taxable. Réévalués au bilan, les éléments d'actifs laissent apparaître une réserve apparente ; non réévalués, ils comportent une réserve occulte.

Le ministre des Finances finit par adopter une solution qui s'inspirait des principes généraux adoptés par la loi : au cas où la réévaluation serait seulement comptable, le prélèvement ne serait pas dû ; solution parallèle à celle qui prévaut en matière d'impôt cédulaire commercial où, d'une manière générale, les bénéfices ne sont imposés que lorsqu'ils ont été réalisés. Comme, en l'espèce, il s'agit d'un simple jeu d'écritures, et non d'un bénéfice définitivement réalisé, la réserve de réévaluation ne peut être considérée comme taxable. L'article 16 du décret s'est conformé aux déclarations de M. le ministre des Finances, et stipule que

« le prélèvement n'est pas applicable aux réserves correspondant à une réévaluation comptable des éléments de l'actif du bilan ».

EXEMPTION DES RÉSERVES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE. —
Les réserves d'origine étrangère sont nettement exonérées par l'article 23 de la loi qui limite le prélèvement aux seules réserves provenant des opérations faites en France.

La détermination de l'origine des réserves est une opération délicate et en quelque manière arbitraire. Seul un système forfaitaire paraît pouvoir être appliqué. Le législateur s'est arrêté à une solution qui, à tout prendre, paraît bien être la meilleure : le montant global des réserves sera réduit dans la proportion du bénéfice fait en France au bénéfice total de la société.

Mais une fois ce principe posé, sa réalisation établit un problème difficile à résoudre. Ou bien la comparaison repose sur les résultats du dernier exercice et l'on risque d'arriver, si la « proportion » est exceptionnelle, à une imposition tout à fait fantaisiste, ou bien on fait reposer la comparaison sur un certain nombre d'exercices et la comptabilité de ces exercices ainsi mise en cause, l'établissement de l'impôt pourra donner lieu à d'inextricables difficultés.

C'est cependant à cette dernière solution que s'est arrêté le législateur. La loi dispose que « le montant global des réserves sera, s'il y a lieu, réduit en proportion du bénéfice fait en France pendant les dix derniers exercices par rapport aux bénéfices totaux de la même période ¹ ».

Ainsi, pour obtenir un coefficient raisonnable et moyen,

1. Il s'agit du bénéfice fait par les établissements sis en France, y compris les affaires d'exportation qui ne jouissent pas, pour le prélèvement, d'exonérations spéciales.

les contribuables et le fisc vont être amenés à discuter les résultats des dix derniers exercices ; on ne peut même pas dire que, au moins pour les exercices vieux de plus de cinq ans dont les résultats sont, par l'effet de la prescription, devenus définitifs au regard de l'impôt cédulaire, aucune estimation nouvelle ne peut avoir lieu. Il faut admettre, comme le fait M. Lecerclé, que « dès l'instant où la loi introduit dans le calcul de l'imposition les éléments tirés d'une période s'étendant sur dix exercices, le Fisc doit pouvoir, pour asseoir convenablement la taxe, discuter éventuellement ces éléments même s'ils remontent à dix ans. » Donc, ni évidemment les exercices pour lesquels l'administration peut, en matière d'impôt cédulaire, opérer encore les redressements qu'elle estime justifiés, ni même les exercices plus anciens ne sont à l'abri des discussions, et toute la comptabilité peut être révisée.

Il y a d'ailleurs de bonnes raisons de croire que pratiquement l'accord pourra se faire facilement. Les règles adoptées pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux constituent une base suffisamment équitable et suffisamment connue pour que les réévaluations s'avèrent assez rares.

A ce sujet il y a lieu de remarquer que les bénéfices doivent s'entendre avant déduction des revenus fonciers et mobiliers, comme en matière de taxe annuelle. Cela va sans dire, puisqu'il s'agit de dégager un bénéfice réel et global et non un revenu cédulairement taxable.

EXONÉRATION DES RÉSERVES OBLIGATOIRES. — De même que les bénéfices affectés à des réserves obligatoires ne sont pas soumis à la taxe annuelle, de même le montant de ces réserves n'est pas atteint par le prélèvement exceptionnel.

Toutes les réserves obligatoires étudiées précédemment ¹ sont donc exonérées du prélèvement. Ce sont celles qui sont imposées par la loi, les règlements ou les conventions conclues avec les autorités publiques régulièrement approuvées. Bien entendu ces sommes ne sont exemptées de l'impôt que dans la mesure où elles sont légalement obligatoires. Et le décret prend soin de préciser qu'au delà de cette limite elles sont imposables.

De la même manière les réserves que la société s'impose à elle-même de constituer, soit par ses statuts, soit par ses engagements, et qui reçoivent des affectations spéciales, sont passibles du prélèvement.

L'administration, en interprétant dans sa circulaire du 5 juin, les textes législatifs et réglementaires, considère comme impossible toutes les réserves spéciales quelle que soit leur affectation, qu'il s'agisse de prévoyance, de renouvellement ou d'extension de matériel, ou même d'œuvres sociales. Lui paraissent également impossibles les provisions qu'elle considère comme non justifiées, comme les provisions pour fluctuations de cours (l'évaluation minima admise lui paraissant tenir compte de tous les aléas).

Par contre les réserves qui ne sont qu'apparentes et qui constituent en fait des amortissements ou des provisions ne seront pas taxées.

Une seule exception à ce principe de l'imposition des réserves spéciales affectées, réside dans la non-taxation des réserves qui correspondent aux engagements de la société envers son personnel. Encore faut-il que les engagements soient formels et correspondent aux conditions visées à l'article premier de la loi du 27 décembre 1895 ¹, sinon les employés n'ayant en réalité aucun droit spécial, l'exonération ne se justifierait pas.

CHAPITRE III

CONDITIONS D'APPLICATION

Section I. — Tarif et calcul de l'impôt.

Le tarif du prélèvement exceptionnel sur les réserves est de 2 p. 100.

Ce tarif est, comme en matière de taxe annuelle, augmenté de moitié, c'est-à-dire porté à 3 p. 100 pour les sociétés exploitant les services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés.

La détermination de la qualité d'exploitant de service public et la proportion dans laquelle les taux majorés doivent être appliqués, s'opèrent comme en matière de taxe annuelle. C'est-à-dire que la proportion des bénéfices nets de chacune des deux branches d'activité est calculée, ou à son défaut la proportion des bénéfices bruts ou des chiffres d'affaires.

De toute manière, les bénéfices ou les chiffres d'affaires sont comparés pour une période de dix exercices et les réserves imposées à 2 p. 100 ou à 3 p. 100 au prorata des résultats obtenus.

L'article 20 du décret précise que cette ventilation des réserves suivant leur origine peut s'effectuer même à l'égard de sociétés qui, en 1935, n'exploitaient que des services publics ou des entreprises privées. Il suffit, dit ce texte, « qu'au cours d'une période de dix ans les sociétés aient

exploité soit concurremment, soit successivement, des services publics et une ou plusieurs entreprises privées. »

Quelle que soit d'ailleurs la nature des opérations, le tarif prévu ne s'applique pas à la totalité des réserves. L'imposition a lieu après un abattement à la base d'une somme de cinq millions.

Cette disposition a été votée sur l'insistance très vive du Sénat et après de laborieuses discussions. Le projet primitif du gouvernement et le texte initialement voté par la Chambre des Députés ne prévoyaient aucune déduction à la base.

Nous savons qu'en acceptant le principe d'un projet qu'il n'approuvait pas, le Sénat s'était préoccupé d'en limiter les effets. La déduction de 5 millions qu'il a réussi à faire introduire dans la loi est certainement, de tous les amendements destinés à réduire ce domaine d'application du prélèvement, un des plus efficaces. En France, la société moyenne est de dimensions modestes et l'existence de 5 millions de réserves suppose déjà une certaine surface financière. En fait, beaucoup d'entreprises échapperont au prélèvement on ne seront taxées que sur des sommes assez faibles et le prélèvement frappera surtout les sociétés importantes et anciennes qui ont, à la faveur d'une longue période de prospérité économique, constitué de puissantes réserves.

Section II — Le recouvrement.

Bien que le taux du prélèvement soit assez modique, son paiement peut constituer une gêne pour les sociétés dont les réserves sont abondantes et les liquidités res-

treintes. Il importait à cet égard de prévoir des facilités de manière à ce que le recouvrement de l'impôt n'entraîne pas des réalisations d'actif de nature à compromettre gravement le fonctionnement de la vie économique.

La loi prévoit donc des délais prolongés et des modes de paiement étendus.

En matière de délais, ceux qui sont applicables aux impôts directs — et en particulier à la taxe annuelle — ne sont pas en vigueur pour le prélèvement.

L'article 28 de la loi stipule que les cotisations afférentes au prélèvement exceptionnel seront exigibles par quarts, de six mois en six mois, à compter de la date de la mise en recouvrement du rôle et que le privilège du Trésor s'exercera pendant une période de trois ans à partir de la même date.

Mais ces délais eux-mêmes peuvent, sur décision gracieuse de l'Administration, être prolongés. Il ne semble pas que le Fisc soit disposé à mettre obstacle à des paiements fractionnés ou différés dans la mesure où la situation de l'entreprise justifiera certains retards.

Quant aux modes de paiement, ceux qui sont admis en matière d'impôts sur les successions, seront également acceptés pour le prélèvement.

Ainsi les sociétés pourront-elles se libérer en valeurs du Trésor dans la même mesure et aux mêmes conditions que pour les droits de successions. Toutefois, l'article 28 de la loi excepte formellement de cette assimilation les obligations 3 1/2 p. 100 1936 A et 4 p. 100 1936 B dites « Bons Auriol » qui sont, comme on le sait, admises en paiement des droits de successions dans la proportion de 20 ou 30 p. 100 respectivement, au prix de 140 francs. Les sociétés débitrices du prélèvement ne jouiront pas de cette facilité.

En ce qui concerne la procédure même de l'imposition, les entreprises imposables sont tenues de faire parvenir au contrôleur des contributions directes un certain nombre de documents qui lui permettront d'établir l'impôt. Ces documents sont principalement :

— Une copie du bilan de 1935 ou une situation au 31 décembre.

— Un relevé détaillé des réserves et des amortissements.

— Pour les sociétés possédant des établissements hors de France, les renseignements qui permettront d'effectuer la ventilation des bénéfices.

Le contrôle et le contentieux fonctionnent dans les mêmes conditions qu'en matière de taxe annuelle. Cependant, faute d'une disposition expresse de la loi, le règlement n'a pu appliquer au prélèvement exceptionnel les peines correctionnelles qui sont normalement prévues en matière d'impôts directs.

CONCLUSION

Dans son ensemble la législation française quoique inspirée de certaines expériences étrangères, présente de nombreux caractères originaux.

Le prélèvement en particulier n'a son équivalent exact dans aucun pays. La précision de son assiette, qui ne comprend que les *réserves des sociétés françaises par actions*, indique bien le but limité qui lui est assigné.

Quant à la taxe annuelle, la modicité de son taux en fait plutôt un impôt de principe destiné à avoir une action moins matérielle que psychologique. Elle constitue à la fois une satisfaction pour une fraction d'opinion publique et un avertissement pour les sociétés.

Aussi bien ses conséquences psychologiques sont-elles les plus importantes. C'est l'attitude à venir du législateur plus que les règles actuelles et positives qui inquiète le monde des affaires. Les commerçants et les industriels craignent de voir là le début d'une politique de réquisition et à cet égard la taxation des réserves augmente encore l'incertitude des producteurs dans un temps où l'économie française est déjà inquiète et affaiblie.

Si l'imposition actuelle semble modérée, la richesse de nombreuses sociétés ne doit pas exciter dans l'avenir de convoitise injustifiée car, il ne faut pas l'oublier, elle n'est que le résultat des sacrifices passés de leurs actionnaires.

CONCLUSION GÉNÉRALE

En définitive, la taxation des réserves a vu depuis la guerre son domaine considérablement étendu. Il ne semble pas qu'un proche avenir en verra la régression. Cet aspect de la fiscalité correspond à des tendances trop profondes et trop générales pour que le législateur puisse y renoncer. Et cependant nulle part cette taxation n'a été admise sans résistance. Aucune forme d'impôt n'a suscité plus de critiques. Toutes ces critiques n'étaient pas justifiées. Certaines n'étaient pas impartiales. Il n'en est pas moins vrai que l'orientation actuelle est dangereuse.

Au point de vue fiscal, elle constitue une solution de facilité dont l'efficacité ne peut être que provisoire et beaucoup plus limitée qu'on ne le pense généralement.

Au point de vue économique, elle est une gêne pour le développement normal des affaires.

Il semble que l'extension d'une taxation des réserves reflète assez bien l'état d'esprit actuel : hostilité à l'égard des grandes entreprises, indifférence profonde quelles que soient les apparences à l'égard de l'épargne. Les réserves deviennent d'autant plus inutiles et d'autant plus décriées que les entreprises sont moins indépendantes et leurs dirigeants moins responsables. Dans la conception moderne, c'est l'État qui doit assurer l'avenir et de plus en plus pourvoir aux besoins de chacun. A la période d'accumu-

lation des richesses succède l'ère de leur dissipation. A la foi créatrice du XIX^e siècle se substitue le désir de stagnation. Plus exigeants, plus divisés, moins courageux, les hommes en sont réduits maintenant à se partager les biens qu'ont produit leurs ancêtres. Mais ils essayent vainement de maintenir ainsi un équilibre de plus en plus fragile : au progrès ne succède pas la stabilité, mais la régression.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EGDARD ALLIX.

Vu :

Le Président de la thèse,
EGDARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ADAMS. — *The Taxation of Business.*
ALLIX. — *Traité élémentaire de sciences, des finances et de législation financière française.*
ALLIX et LECERCLÉ. — *Les impôts sur le revenu. Impôts cédulaires et impôt général.*
BADULESCO. — *Le prélèvement extraordinaire sur le capital dans l'Empire allemand.*
BANÈS. — *Les amortissements industriels, les réserves et le report à nouveau au point de vue fiscal.*
BESNARD. — *Les réserves dans les sociétés.*
BESSON. — *Traité de l'impôt sur le revenu.*
BOUDON. — *Les finances publiques de l'Allemagne.*
BRAURE. — *Le prélèvement extraordinaire sur le capital.*
BUELHER. — *The Undistributed profits Tax.*
CAILLAUX. — *Les impôts en France.*
CHLEPNER. — *Le prélèvement sur le capital.*
COLIN. — *La notion de revenu en matière de législation fiscale.*
COLSON. — *Cours d'économie politique.*
CRÉPIN-LEBLOND. — *La distribution des réserves et le droit fiscal.*
DROZ. — *L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et les entreprises d'assurances, de capitalisation et d'épargne.*
DUBLINEAU. — *Traité d'enregistrement.*
FRIDAY. — *Taxation and Economic stability.*
HAMEL. — *Banques et opérations de banque.*
JIZE. — *Cours de science des finances.*
KENT. — *The federal Tax Program for 1935 et 1936.*
LECERCLÉ. — *La taxe sur les réserves des sociétés par action.*
LEMAIRE. — *Des amortissements industriels et des réserves dans les sociétés par action.*
MARTEL. — *L'impôt sur le capital.*
MEANS. — *The large Corporation in american life.*
MARINI. — *L'impôt sur le capital en Italie.*
MICHEL. — *Traité pratique de droit fiscal des sociétés françaises.*
NEUBURGER. — *La transformation des réserves en capital dans les sociétés par actions et l'impôt général sur le revenu.*

- PETSCHÉ DE PEYSTER. — *Les plus-values, base d'imposition.*
 QUESNOT. — *Administration financière.*
 RAITER. — *Le prélèvement extraordinaire sur le capital en France et à l'étranger.*
 RAMAIN. — *Bénéfices et bilan au point de vue fiscal.*
 SELIGMAN. — *Essai sur l'impôt.*
 TUGWELL. — *The industrial discipline.*
 VINCENT. — *Les impôts sur les sociétés.*
 WAGNER. — *Traité de la science des finances.*
 WAHL. — *Traité du régime fiscal des sociétés et valeurs mobilières.*

II. — REVUES ET DOCUMENTS DIVERS

- American Economic review.*
Bulletin judiciaire.
Bulletin quotidien de la société d'études et d'informations économiques.
Bulletin de statistique et de législation comparée.
Codes fiscaux.
Enquête statistique sur les charges fiscales des sociétés par actions.
Harvard Business review.
L'Information économique et financière.
Journal de l'Enregistrement.
Journal des Finances.
Journal Officiel.
Political science Quaterly.
Le projet d'imposition des réserves présenté à la section de législation de la Fédération des industriels et des commerçants français.
Revue de droit fiscal et commercial.
Revue d'économie politique.
Revue de l'Enregistrement.
Revue des impôts.
Revue économique internationale.
Revue politique et parlementaire.
Revue de science et de législation financière.
Rivista del diritto commerciale.
Le Temps.
The annalist.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA TAXATION A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION.	13
-----------------------	----

TITRE I

LA TAXATION DES RÉSERVES AUX ÉTATS-UNIS

CHAPITRE PREMIER. — Évolution du Système fiscal.	17
<i>Section I.</i> — Avant la présidence de M. Roosevelt	17
<i>Section II.</i> — De 1932 à 1936.	19
CHAPITRE II. — La taxe sur les bénéfices non distribués.	28
<i>Section I.</i> — Le projet de loi et son accueil	28
<i>Section II.</i> — Les dispositions contenues dans la loi.	32
<i>Section III.</i> — Effets de la taxation des réserves.	36

TITRE II

LA TAXATION DES RÉSERVES EN EUROPE

CHAPITRE PREMIER. — La taxation des réserves existantes.	48
<i>Section I.</i> — Impôt sur la fortune	48
La législation allemande.	48
La législation norvégienne	51
<i>Section II.</i> — Les prélèvements sur l'actif des sociétés	52
La législation italienne	53
CHAPITRE II. — Taxation des réserves à leur formation.	57
<i>Section I.</i> — Taxation générale	57
La législation norvégienne	57
<i>Section II.</i> — Taxation spéciale.	59
La législation britannique	60
La législation suédoise.	61
CONCLUSION.	63

DEUXIÈME PARTIE

LA TAXATION EN FRANCE

INTRODUCTION.	65
-----------------------	----

TITRE I

LA TAXE ANNUELLE SUR LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

CHAPITRE PREMIER. — Sociétés imposables	71
Principe général	71
Application	71
CHAPITRE II. — L'assiette	74
<i>Section I.</i> — Le bénéfice réalisé	74
Amortissements	75
Provisions	79
Réserves obligatoires	80
Déficit d'exploitation	82
Exemple	84
Bénéfices non français	85
<i>Section II.</i> — Le bénéfice distribué	86
Exploitation d'établissements situés hors de France	90
Affaires d'exportations	92
Pluralité ou absence de bilan	93
CHAPITRE III. — Conditions d'application.	96
<i>Section I.</i> — Tarif	96
<i>Section II.</i> — Le recouvrement	98

TITRE II

LE PRÉLÈVEMENT EXCEPTIONNEL SUR LES RÉSERVES

CHAPITRE PREMIER. — Sociétés imposables.	103
<i>Section I.</i> — Nationalité	103
<i>Section II.</i> — Ancienneté	104
Dissolution	105
Fusions	107
1 ^o Fusion antérieure au 1 ^{er} janvier 1936	108
2 ^o Fusion effectuée en 1936	108
CHAPITRE II. — Assiette	110
<i>Section I.</i> — Bilan à retenir pour l'assiette du prélèvement. . .	110
Absence de bilan en 1935	112
<i>Section II.</i> — Réserves occultes	113

<i>Section III.</i> — Réserves apparentes non imposables	117
Exemption des réserves ne provenant pas de bénéfices . . .	117
Exemption des réserves d'origine étrangère	119
Exonération des réserves obligatoires	120
CHAPITRE III. — Conditions d'application.	122
<i>Section I.</i> — Tarif et calcul de l'impôt	122
<i>Section II.</i> — Le recouvrement	123
CONCLUSION.	126
CONCLUSION GÉNÉRALE.	127
BIBLIOGRAPHIE.	129

IMPRIMERIE
CH. HÉRISSEY
:: ÉVREUX ::